



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Cap Solidaire Langon (33)

La commune de Langon, Petite ville de demain de Gironde, fait de la mobilité un des sujets transversaux de sa politique d'aménagement et de développement. Elle s'appuie pour cela, avec d'autres collectivités, sur l'association Cap Solidaire qui, avec la plateforme de mobilité T-CAP, défriche le sujet depuis plusieurs années.

### LE CONTEXTE

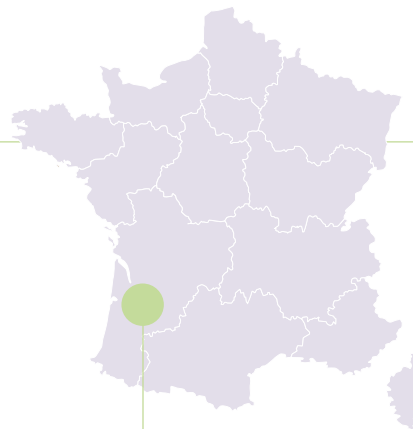
Créée en 2013, l'association Cap Solidaire vise à **développer l'économie sociale et solidaire (ESS)** sur le territoire du **Sud-Gironde**, qui compte 150 000 habitants. S'inscrivant dans une dynamique d'acteurs rassemblés au sein d'un Pôle territorial de coopération économique (PTCE) reconnu en 2021, l'association a institué une **plateforme de mobilité** sous le nom de T-CAP.

De son côté et grâce à la réalisation d'une étude par l'agence d'urbanisme de Bordeaux Métropole en 2017, la commune de Langon, capitale du Sud-Gironde, a identifié la mobilité comme un **enjeu majeur** et en a fait sa priorité en l'intégrant pleinement dans le **projet de ville** adopté en 2020.

### LE CONCEPT

La plateforme T-CAP est un **espace d'accompagnement et d'information** dédié à la mobilité. En tant qu'**observatoire de la mobilité** sur le territoire sud-girondin, le projet propose un **dispositif d'accompagnement personnalisé** vers la mobilité ainsi qu'un centre de ressources en accès libre.

# LE TERRITOIRE



Située dans le département de la **Gironde** en région **Nouvelle-Aquitaine**, **Langon** est une commune de 7 500 habitants faisant partie de la **communauté de communes du Sud-Gironde**, qui regroupe 37 communes et près de 40 000 habitants. Auparavant du ressort de la région, elle a **acquis la compétence mobilité** en juillet 2021.

Le maire de Langon étant également président de la communauté de communes depuis de nombreuses années, les actions menées par les deux collectivités sont **très liées**. Au sein de ce territoire semi-rural, Langon, sous-préfecture, joue le rôle de **ville-centre**.

En rédigeant en 2020 son **projet de ville**, Langon a mis en évidence trois axes majeurs : le **rapport de la ville à la nature**, dans une optique de transition écologique et solidaire, la **solidarité entre les habitants**, dans un souci d'équilibre social, et enfin, la **création d'une identité de territoire**. Ce projet de ville se résume ainsi en trois mots : nature, proximité et culture. Pour Marc-François Didier, chef de projet cohérence et développement du territoire et responsable du dispositif Petites villes de demain, « *l'ESS a toute sa place dans cet ensemble* ».

*« On ne peut pas traiter de la question de la mobilité seule, en se contentant de réfléchir d'un côté à la place de la voiture, de l'autre aux zones de partage, au tourisme, ou au vélo. Un projet de territoire, ce n'est pas cocher des cases les unes après les autres. Il faut qu'il y ait du lien, des dénominateurs communs. C'est la condition pour que nos actions aient un véritable effet levier. Ceci implique d'instiller dans tous les services de la collectivité de la transversalité et une culture du mode projet »*

**Marc-François Didier**

chef de projet cohérence et développement du territoire



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Cap Solidaire a été le catalyseur d'une véritable dynamique locale autour de l'ESS. De 6 à 10 structures en 2013, l'association regroupe aujourd'hui plus de 80 partenaires adhérents, personnes morales issues de secteurs d'activité variés (services à la personne, lien social, culture, insertion et solidarité, environnement, économie coopérative et de proximité, etc.). Cette dynamique rassemble de nombreuses associations, mais aussi des entreprises d'insertion, des coopératives

et 19 collectivités, dont la ville de Langon. Clément Bosredon, directeur de Cap Solidaire, est par ailleurs conseiller municipal délégué à l'ESS de Langon.

Ainsi, on retrouve sur le territoire une vraie proximité entre acteurs de l'ESS et collectivités territoriales, au service d'une démarche cohérente de territoire. Une démarche reconnue en 2021 par l'État en tant que PTCE.

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Cap Solidaire agit dans quatre domaines : la promotion de l'ESS, l'alimentation locale, les jeunes et la mobilité. Afin d'être plus visible sur ce dernier domaine, l'association a choisi de nommer sa **plateforme mobilité** T-CAP.

La mission principale de T-CAP est de donner aux bénéficiaires du Sud-Gironde les « clés » de la mobilité. Selon Clément Bosredon, directeur de Cap Solidaire, « *chacun doit pouvoir acquérir une mobilité autonome et inclusive. Les bénéficiaires qui ont des difficultés d'ordre matériel et cognitif sont orientés par les prescripteurs vers la plateforme. Ils entrent alors dans un parcours qui leur offre accompagnement et suivi. L'innovation en matière de mobilité est un de nos objectifs.* »

**La plateforme mobilité** mise en place par Cap Solidaire agit en accompagnant les personnes ayant des difficultés pour se déplacer (ce qui a des incidences sur leur insertion et leur employabilité) et en assurant l'**animation territoriale** du sujet de la mobilité. Au-delà des diagnostics dressés par la plateforme, celle-ci a proposé un bouquet de services.

Concrètement l'activité de T-CAP se décline en trois axes :

- **Un service accompagnement**, qui se traduit par un guichet unique proposant un bilan de compétences mobilité ainsi qu'un accompagnement aux bénéficiaires prescrits par un acteur de l'insertion.
- **Un centre de ressources** en accès libre pour favoriser une meilleure connaissance des dispositifs mobilité existants : information sur les itinéraires, les tarifs privilégiés, les alternatives en transport collectif ou la combinaison de plusieurs modes de transport.
- **Un observatoire** des mobilités locales permettant de faire des propositions dans une démarche participative.

Cap Solidaire porte également des projets spécifiques sur la **mobilité des seniors** ou sur l'**utilisation du vélo en ville**, en lien avec la ville de Langon.

Avec le garage et loueur social **APREVA** et le réseau des acteurs de la mobilité pour tous **AGIL'ESS**, Cap Solidaire a mis en place



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

#### Partenaires institutionnels :

Département de la Gironde,  
Fonds Social Européen (FSE)  
dans le cadre du PON  
« *Emploi Inclusion* » 2014-2020,  
Pôle emploi

#### Partenaires opérationnels de la plateforme mobilité :

L'auto-école associative  
à vocation sociale  
« *Bouger c'est permis!* »,  
l'association APREVA,  
les Cycles du Canal,  
Dafy Speed DSN Motos,  
le taxi solidaire TAG (Transport  
Associatif en Gironde),  
la mission locale Sud-Gironde,  
le réseau AGIL'ESS,  
la plateforme mobilité Alter&Go  
(Livourne et Médoc),  
la Caisse sociale de  
développement local  
(pour le microcrédit)

### BUDGET

300 000 € et 7,5 ETP  
pour Cap Solidaire,  
112 000 € et 3 ETP pour T-CAP

### INFOS ET CONTACT

Cap Solidaire,  
Union des acteurs de  
l'économie sociale et solidaire  
du Sud-Gironde (UAESSSG)  
86 Cours de Verdun  
33 210 Langon  
Tél. : 09 70 91 41 88  
direction@cap-solidaire.org  
www./capsolidaire.org

une cagnotte mobilité permettant de récompenser les usagers du covoiturage ou de l'autopartage. En cumulant des points, des lots ou des bons d'achats provenant de commerces locaux peuvent être remportés par ses usagers.



## LES IMPACTS

En 2020, **452 bénéficiaires** ont été orientés vers la plateforme T-CAP via un réseau de **42 prescripteurs**. 407 personnes ont été accompagnées dont 342 via la réalisation d'un diagnostic initial, appelé **Bilan de compétences mobilité**, qui permet de **repérer les freins rencontrés** par la personne et de **dresser un plan d'action** mobilité individualisé. **51,6 % des bénéficiaires sont privés d'emploi** (sans travail ou en temps partiel subi dans les 16 derniers mois), 48,4 % sont inactifs (sans travail depuis plus de 16 mois) et 53,75 % sont allocataires d'un minima social.

L'impact de ces actions d'accompagnement se mesure sur le **long terme**. « *Un parcours d'insertion est un parcours long : deux ou trois ans sont parfois nécessaires. On n'arrive pas à rendre mobile une personne en six mois ou un an* » explique Clément Bosredon.

Les résultats sont néanmoins probants : **42,3 % des bénéficiaires sont en activité** (en emploi ou en formation) à l'issue de leur parcours d'accompagnement.

En 2020, 48 % des bénéficiaires déclarent connaître une **amélioration de leur accessibilité à une offre de service socioculturelle** et une meilleure expérience sociale.

Depuis fin 2016, près de 1 200 habitants ont ainsi été accompagnés sur leur mobilité.

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Si la collectivité initiatrice de la plateforme mobilité est le département de la Gironde, le projet concerne 186 communes réunies dans 5 communautés de communes, en lien avec le Schéma de Cohérence Territoriale du Sud-Gironde.

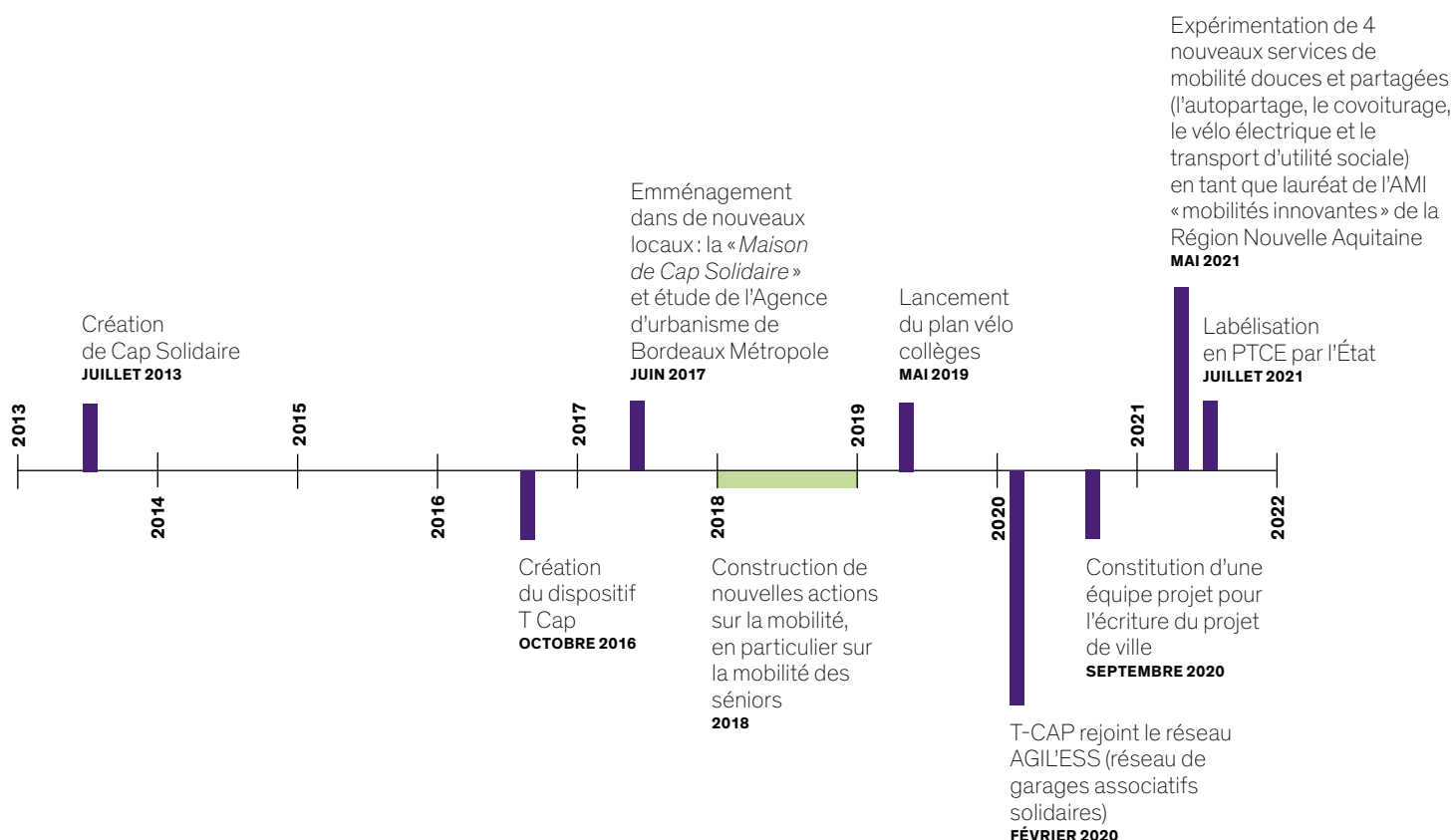
La commune de Langon fait partie à la fois du **comité de pilotage** de T-CAP qui se réunit une fois par an pour suivre le projet et décider de ses orientations, ainsi que du **comité technique** qui se réunit une à deux fois par an. Par ailleurs, elle a joué un **rôle de médiateur et de facilitateur dans la recherche des nouveaux locaux** pour Cap Solidaire. En se faisant l'intermédiaire entre l'association et le propriétaire, elle a offert une véritable crédibilité à l'association. Le partenariat entre Cap Solidaire et Langon s'inscrit par ailleurs dans une **politique municipale** qui fait de l'ESS un axe transversal de développement.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

L'association joue un rôle de **médiatrice entre la collectivité et les habitants**. « Pour réussir tout cela, nous avons besoin de médiateurs auprès de la population », explique Marc-François Didier. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'on veut s'adresser à ce qu'on appelle les « *publics empêchés* ». Dans cette optique, le partenariat avec les associations membres de Cap Solidaire et les deux conseillers mobilité de l'association, représente un atout fort pour la mise en place des actions communales.

## BUDGET ET FINANCEMENTS

L'association a un budget annuel de 125 000 €. Ses charges se composent à 75 % de la rémunération du personnel. T-CAP est financé à 54 % par le département de la Gironde, à 40 % par le FSE et à 6 % par Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## COOPÉRER AVEC DES PARTENAIRES VARIÉS

80 adhérents au sein de Cap Solidaire, 42 prescripteurs qui orientent vers la plateforme mobilité, 19 collectivités engagées dans l'association : ces quelques chiffres illustrent la façon dont Cap Solidaire conçoit son rôle et ses missions. Jamais seul, toujours en lien et **en partenariat avec des acteurs variés**, allant de la « petite » association locale à l'intercommunalité. « *Le fil rouge de nos actions est de réveiller le potentiel des acteurs locaux* », explique Clément Bosredon. « *Nous nous posons toujours la question : comment vivre mieux ensemble sur notre territoire ? Pour cela il faut apporter des réponses concrètes aux besoins des habitants.* »

## CHERCHER ET EXPÉRIMENTER DES SOLUTIONS

La commune, en partenariat avec l'association, n'hésite pas à réfléchir au développement de solutions en continu, en fonction des résultats, comme l'illustre Clément Bosredon : « *Pour répondre*

*aux besoins de déplacement des seniors à Langon, il existait un bus qui coûtait environ 200 000 € à la commune mais qui, du fait de la rigidité de ses horaires, était en réalité peu utilisé. Nous l'avons remplacé par un service de transport à la demande assuré par les taxis solidaires de l'association Transports associatifs en Gironde, adhérente de Cap Solidaire. Son professionnalisme est reconnu ; c'est plus souple pour les usagers, plus économique pour la commune et plus utilisé ! »*

## ÊTRE ATTENTIF À LA COHÉRENCE DES PROJETS

Les projets de l'association sont élaborés en cohérence, entre eux mais aussi avec le projet de Langon. En effet, pour l'association, il est essentiel de toujours **mettre en relation l'impact attendu de chaque action avec son objectif final**. Par exemple, les actions dédiées à la mobilité visent à terme le retour à l'emploi des personnes accompagnées. Il s'agit d'un levier indispensable dans un parcours d'insertion, qui est donc fortement pris en compte au sein de l'accompagnement.



## POINTS D'ATTENTION

La mise en place de projets qui affectent la manière de vivre (de se déplacer d'habiter la ville, d'user de ses services, etc.) implique un travail sur le long terme dont les résultats ne peuvent être obtenus au bout d'une année.

La question de la pérennité des actions, via les budgets qui lui sont alloués, fait aussi l'objet d'une attention particulière de la part de l'association. Comment passer d'un mode de financement par appels à projets à une contractualisation à

plus longue échéance, telle que la convention pluriannuelle d'objectifs, par exemple. Si développer une action est relativement facile, l'inscrire dans la durée, y compris financièrement, peut être plus compliqué.

Enfin, une question récurrente se pose lors du renouvellement du conseil d'administration est celle de l'engagement. Comme mobiliser tout le monde dans le projet ?

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« Tous les secteurs peuvent être pensés par le prisme des solidarités ! À Langon, et en Sud-Gironde plus généralement, la mobilité est un enjeu important. Pour faciliter les déplacements des habitants, la mairie a établi un partenariat avec l'association Transport Associatif en Gironde. Les seniors et les personnes en insertion peuvent ainsi bénéficier de trajets gratuits à l'intérieur de la ville. Pour le reste de la population, des tarifs réduits ont été négociés : un voyage ne coûte que 4 €. L'objectif est d'apporter un niveau de service plus haut et plus agile aux Langonnais. »

**Jérôme Guillem**

maire de Langon

« Lorsque que nous activons un dispositif, ce n'est jamais par opportunité pour répondre à un appel d'offres ou à un appel à projets. Nous partons toujours des besoins et des demandes du territoire et nous nous demandons : comment et avec qui y répondre. Aujourd'hui, notre action est reconnue parce qu'elle répond à de vraies problématiques locales. »

**Clément Bosredon**

directeur de Cap Solidaire et conseiller municipal de Langon chargé de l'ESS



**L'Avise, agence pour développer l'ESS  
et l'innovation sociale en France.**

Depuis 20 ans, l'Avise accompagne le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation sociale en France et en Europe en mettant ses savoir-faire d'agence nationale d'ingénierie au service des entreprises de l'ESS et des acteurs qui les soutiennent.

Association d'intérêt général, elle outille et oriente les porteurs de projet, anime des communautés d'accompagnateurs, développe des programmes collectifs et finance des projets de l'ESS avec du Fonds social européen.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour - 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Alice Deceuninck, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle CONCEPTION GRAPHIQUE : terre-lune MISE EN PAGE : Maude De Goër PHOTO DE COUVERTURE : © Cap Solidaire  
© Avise – mars 2022 – Tous droits réservés



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Court-Circuit à Felletin (23)

**Felletin, petite ville de demain de Creuse, connaît depuis une dizaine d'années un fort dynamisme associatif. Autour de l'ancienne gare SNCF, des associations culturelles réaniment le quartier. C'est plus particulièrement autour de la ressourcerie associative Court-Circuit que s'est consolidée depuis dix ans une démarche participative et inclusive, en partenariat direct avec la mairie. L'association rassemble aujourd'hui 12 salariés.**

### LE CONTEXTE

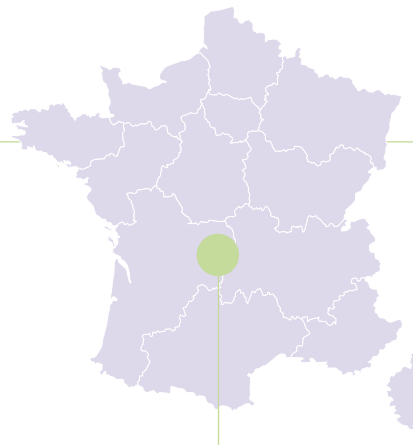
Soucieux des enjeux liés à la transition écologique, quatre jeunes ingénieurs, qui venaient de s'installer sur la commune de Felletin, ont souhaité **porter la création d'une ressourcerie**. Les quatre fondateurs ont ainsi ouvert un magasin dans le centre-ville, mobilisant la commune comme **partie prenante** et avec l'appui de Le Monde allant vers..., une autre ressourcerie installée à une cinquantaine de kilomètres de là, à Eymoutiers. Ils ont, par la suite, pu installer un entrepôt adapté aux nombreux ateliers développés : ateliers de couture, de réparation de matériel électro-ménager, d'entretien et de réparation de vélos, etc.

### LE CONCEPT

La ressourcerie œuvre à la limitation du nombre de déchets à travers des **actions de réemploi et de recyclage**. Pour ses promoteurs, l'activité de la ressourcerie est également un prétexte pour **accueillir et sensibiliser** tout type de public à l'écologie et plus particulièrement à la problématique des déchets. Ainsi, le lieu de vente, les ateliers de réparation et l'organisation des débarras sont avant tout des occasions de discuter et d'informer les habitants. La structure associative et ses nouveaux locaux — pensés dans leur aménagement pour un accueil convivial et adapté aux missions — sont, dans les usages, un lieu d'échange de pratiques, de partage de ressources et de création de lien social.



# LE TERRITOIRE



**Felletin** se situe au pied du plateau de Millevaches, à 10 km d'Aubusson. Comme cette dernière, la ville a connu un **déclin économique** marqué par une importante vacance commerciale et foncière. Passée sous la barre des 2 000 habitants dans les années 1990, elle en comptait 1 550 lors du dernier recensement (Insee, 2018). Son revenu salarial annuel moyen est faible, comme l'ensemble du département creusois qui fait état de l'un des plus faibles de France : 18 110 € en 2017 contre 23 160 € au niveau national (Insee, 2017). Les industries traditionnelles (tapisserie, laine, diamanterie, bâtiment) sont devenues minoritaires ou ont disparu.

Pourtant, avec un lycée des métiers du bâtiment de réputation nationale, un patrimoine de grande qualité, un marché renommé depuis le Moyen-âge et l'installation de nouveaux habitants, souvent jeunes et diplômés, Felletin dispose d'atouts certains. La ressourcerie Court-Circuit est une des initiatives les plus emblématiques de sa **revitalisation**.

« Tous les membres de Court-Circuit sont de nouveaux arrivants. Ils apportent une manière différente de voir les choses et de vivre. Pour moi, il était important que la liste municipale reflète la diversité des habitants. C'est pourquoi j'ai demandé à l'un d'eux de rejoindre notre liste. C'est aujourd'hui mon premier adjoint. Sa présence au sein du conseil municipal est quelque chose de très important vu le rôle que joue Court-Circuit dans la vie de la commune. »

**Renée Nicoux**

maire de Felletin



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Intégrée à des réseaux nationaux et régionaux d'entreprises de l'économie sociale et solidaire (comme REPAS : réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires), de ressourceries (comme le Réseau national des ressourceries et ReNaître, réseau Nouvelle Aquitaine des initiatives territoriales du réemploi) et de réparation de vélos (comme L'Heureux cyclage, réseau des ateliers vélos en France), Court-Circuit a également développé de nombreux partenariats avec des associations locales (Felletin Patrimoine Environnement, Pays Sage, Quartier Rouge, Les Michelines, La Petite maison rouge, etc.).

En Creuse, l'ESS représente 17 % de l'emploi. Sur le territoire, on retrouve parmi les principaux dispositifs d'appui aux organisations de l'ESS : le DLA - Dispositif local d'accompagnement de l'ESS, porté par ALISO, réseau creusois des acteurs du lien social ; France Active Limousin, acteur clé du financement et également porteur de la Fabrique à initiatives, dispositif d'émergence d'innovations sociales ; l'incubateur de projets LeDécapsuleur, co-créé par SolASol, Aliso et le réseau Tala ; ou encore l'INAÉ, dédiée à l'insertion par l'activité économique.

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Court-Circuit **collecte et valorise des encombrants** dans le cadre d'une prestation conventionnée avec la communauté de communes. En 2020, 345 foyers étaient concernés. L'association réalise également des **ramassages à domicile** à la demande des particuliers (120 foyers en 2020) et trie l'ensemble des apports directement réceptionnés dans ses entrepôts. Puis, elle **propose à la vente**, dans sa boutique et dans ses entrepôts, les produits pouvant être réemployés, soit directement, soit après d'éventuelles réparations.

Parallèlement, l'association a mis en place des **ateliers de valorisation** de jouets, de petit et de gros électroménager, de textile, ou de motoculture. Certains d'entre eux sont organisés et animés par des bénévoles de l'association (ils sont environ 80 à intervenir chaque année).

La ressourcerie mène également des **activités de sensibilisation**. Autour de ses boutiques, elle a mis en place des espaces de rencontre permettant aux habitants de se retrouver et offrant un cadre favorable aux échanges. L'association contribue ainsi à nourrir une forme de convivialité locale.

Enfin, Court-Circuit pratique une politique de **prix bas** : ses produits sont donc accessibles à une frange importante de la population, même celle à faibles revenus.



## LES IMPACTS

En **réhabilitant un bâtiment délaissé et en ouvrant un commerce** en plein centre-ville, Court-Circuit a encouragé d'autres commerces à s'installer dans la rue principale de Felletin.

La boutique de Court-Circuit est devenue un **lieu de rendez-vous transgénérationnel** où se croisent des populations très variées. Elle a contribué à faire évoluer l'image de Felletin qui, après une longue période de déclin démographique, est aujourd'hui reconnue comme une **commune à forte activité culturelle et associative**.

L'association a ainsi créé une dynamique locale qui dépasse largement la commune et s'élargit à la communauté de communes (qui compte 27 communes et 13 000 habitants). Elle draine une clientèle encore plus lointaine.



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

La communauté de communes  
Creuse Grand Sud,  
la commune de Felletin,  
la région Nouvelle-Aquitaine,  
le fonds LEADER socle,  
l'ADEME - Agence de la  
transition écologique),  
la Direction régionale  
de l'Environnement de  
l'Aménagement et du Logement  
(DREAL), le Réseau des  
ressourceries, la ressourcerie  
Le Monde allant vers  
et Design-Territoire-Alternatives.

### BUDGET

240 000 € dont :  
156 000 € de vente d'objets,  
23 000 € de la CAF en  
tant qu'espace de vie sociale,  
13 000 € d'aides à l'emploi dont  
une aide à l'emploi associatif  
régional (jusque fin 2021),  
10 000 € de prestation pour la  
collecte des encombrants.

### INFOS ET CONTACT

Court-Circuit,  
23 route de La Sagne,  
23 500 Felletin  
Tél.: 05 55 66 24 11  
cc@Court-Circuit-felletin.org  
www.Court-Circuit-felletin.org

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Dès sa création, Court-Circuit a bénéficié d'un coup de pouce de la commune qui a mis à sa disposition un **premier entrepôt**, d'abord gratuitement pendant six mois, puis sous la forme d'une location classique avec un loyer modeste. Court-Circuit y a passé 9 ans avant de pouvoir prendre possession de son nouvel entrepôt en 2020.

C'est d'ailleurs dans le projet de ses **nouveaux entrepôts** que la collectivité a joué un rôle majeur. Alors que ce projet devait être porté avec la communauté de communes, la quasi faillite de la collectivité a conduit à l'arrêt brutal des chantiers en 2016. La commune de Felletin a alors repris ce projet, en devenant propriétaire de l'ancien centre équestre et en réalisant les travaux nécessaires pour l'adapter et le louer - sous la forme d'une convention administrative entre la mairie et l'association. Le loyer a été calculé pour couvrir en 10 ans le coût des travaux qui restaient à charge de la mairie (hors subventions).

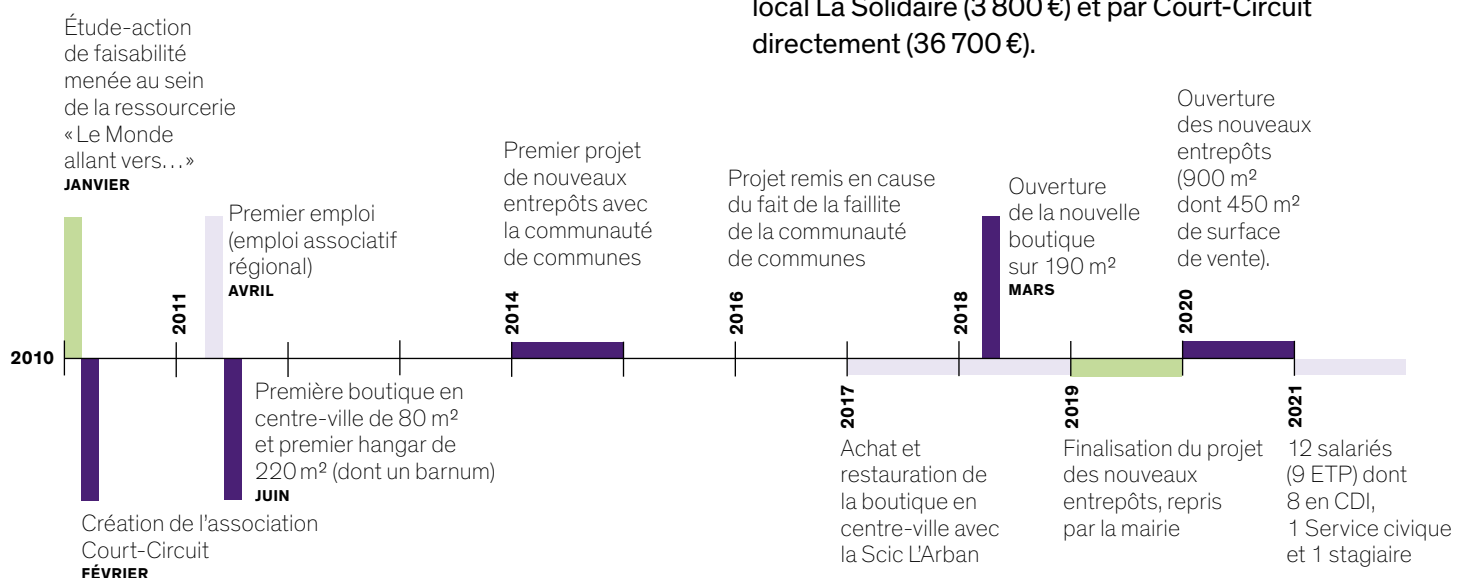
## BUDGET ET FINANCEMENTS

### Pour la boutique du centre-ville :

Le coût **de l'achat et de la restauration** du bâtiment était de 108 000 €. Le financement de l'opération a été rendu possible en ayant recours à un emprunt, à une collecte participative et à la mobilisation des fonds propres de la Scic (Société coopérative d'intérêt collectif) L'Arban, devenue propriétaire des lieux et les louant à Court-Circuit. L'association est parallèlement devenue sociétaire de la Scic et est représentée au sein de son conseil d'administration.

### Pour les entrepôts :

L'opération **d'acquisition et de rénovation** des entrepôts par la commune représente un investissement de 320 000 € financés pour 255 000 € par l'État (à travers la dotation d'équipement des territoires ruraux, le fonds national d'aménagement et de développement du territoire, et le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée), 20 000 € par la commune et 45 000 € par l'association Court-Circuit elle-même. L'aménagement intérieur a été dirigé par Court-Circuit pour un montant total de 165 000 €, financés par l'ADEME (52 700 €), la région Nouvelle-Aquitaine (7 800 €), des fondations (60 000 €), le Crédit agricole (4 000 €), le fonds de dotation local La Solidaire (3 800 €) et par Court-Circuit directement (36 700 €).



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## ÉLARGIR L'ASSISE BÉNÉVOLE ET LES PARTENARIATS AUTOUR DU PROJET

80 bénévoles, des associations partenaires, des liens institués avec différents acteurs de l'ESS : Court-Circuit travaille soigneusement la qualité et la diversité de ses relations. De la couturière professionnelle qui s'approvisionne principalement en vieux draps de lin auprès de la ressourcerie aux bénévoles qui viennent réparer leur vélo et aider d'autres à le faire, du fonds de dotation local qui a servi d'intermédiaire pour une partie de la collecte d'épargne ayant permis l'achat de la boutique par une Scic, dont Court-Circuit est devenue membre, aux associations qui viennent l'aider à organiser la fête de ses dix ans, l'élargissement des partenariats et du bénévolat sont des priorités stratégiques pour Court-Circuit.

## S'ADAPTER ET ÊTRE RÉACTIF

Court-Circuit a su faire preuve d'une grande adaptabilité et a trouvé des solutions à chaque difficulté rencontrée, comme lorsque la communauté de communes a dû réduire de moitié son marché de ramassage des encombrants. De même, lorsqu'un dépassement de budget lié au désamiantage de la toiture du bâtiment a remis en cause la fin des travaux, une solution a été trouvée avec Granges solidaires, un opérateur en panneaux solaires qui a réalisé une toiture en panneaux photovoltaïques. L'opérateur gardera les revenus issus de la vente de l'électricité produite.

*« Les débuts aux entrepôts Route de la Sagne ont été idylliques ou presque. Les clients ont fait de très nombreux compliments, notamment grâce à la place laissée aux œuvres d'artistes locaux. L'équipe a pris plaisir à investir cet immense espace lumineux, qui permet de mieux mettre les objets en valeur. On a transformé un espace peu accueillant et sale en un endroit impressionnant, qui interpelle. »*

**Frédéric Thomas**

salarié de Court-Circuit

# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR (SUITE)

## S'APPUYER SUR UNE ÉQUIPE IMPLIQUÉE ET SOUDÉE

C'est un point fondamental du projet depuis 10 ans : la cohésion de l'équipe, qui fonctionne en autogestion et sur un mode coopératif. La fonction de direction est partagée. Chacun perçoit la même rémunération horaire. Des réunions hebdomadaires permettent de transmettre les informations et de prendre les décisions collectivement. Chacun est responsable et porte sa part du projet. L'équilibre entre autonomie et transmission à l'équipe est en permanence recherché. Une certaine polyvalence permet à tous de garder une vision globale du projet et de prendre part à des activités variées.

*« Le projet a également instauré une forme de convivialité, des rapports positifs entre les personnes, traduisant une volonté d'implication au sein de la cité, un fonctionnement participatif. Cet engagement caractéristique de l'équipe de la ressourcerie se généralise, en lien avec l'action d'autres associations émanant de nouveaux habitants ou comme Quartier rouge. Ces nouveaux acteurs sont essentiels pour le territoire par le dynamisme qu'ils apportent et pour le renouveau de population, car, pour une ville comme la nôtre, l'enjeu démographique est primordial. Il faut stopper le déclin de la population, accueillir de nouveaux habitants et redonner vie au centre-bourg. »*

**Renée Nicoux**

maire de Felletin



## POINTS D'ATTENTION

- Les contraintes budgétaires des collectivités, au cœur de la mise en place du projet, peuvent retarder le projet. La faillite de la communauté de communes a ainsi retardé de 4 ans le chantier des entrepôts.
- Pour que les usagers puissent bénéficier de prix attractifs et accessibles et compte-tenu de la difficulté des collectivités à soutenir l'ensemble des coûts, le travail réalisé par l'équipe de Court-Circuit ne peut pas, par les seules ressources de la vente et des prestations des collectivités, être payé à son coût réel. Ainsi, la péréquation et l'équilibre économique est en partie possible grâce aux salariés qui subissent de devoir se payer faiblement.
- Le succès du projet illustre l'importance de prendre le temps, de prendre conscience de la progressivité des choses. Il a fallu dix ans à l'association pour arriver à travailler dans des conditions optimales.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« Nous estimons que l'action de Court-Circuit a permis d'éviter 160 tonnes de déchets en 2020, soit 12,8 kg de déchets par habitant sur la communauté de communes. Par ailleurs, nous avons orienté vers le recyclage 63 tonnes de déchets sur la même période. »

**Frédéric Thomas**

salarié de Court-Circuit

« En 10 ans, l'action de Court-Circuit a provoqué un changement d'attitude de la part des habitants de Felletin : les notions de réemploi, de récupération, de non gaspillage et de partage sont désormais beaucoup plus répandues. Il n'y a plus le réflexe « je n'en ai plus besoin, donc je jette ! », il y a maintenant l'idée que ça pourrait encore servir, être utile à d'autres.. »

**Renée Nicoux**

maire de Felletin



**L'Avise, agence d'ingénierie pour  
entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)


RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour -  
75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Bérengère  
Daviaud, Alice Deceuninck, Kanitha Kernem-Auclair,  
Léa Volle CONCEPTION GRAPHIQUE : terre-lune MISE EN PAGE :  
Maude De Goër PHOTO DE COUVERTURE : Court-Circuit  
©Avise – octobre 2021 – Tous droits réservés



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Ecce Terra le Cannet-des-Maures (83)

Dans la petite ville de demain du Var, un restaurant éco-responsable et culturel sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), Ecce Terra, favorise le lien social et la convivialité. La commune du Cannet-des-Maures, fortement engagée en faveur de la transition écologique, soutient ce projet pluridimensionnel et innovant depuis sa genèse.

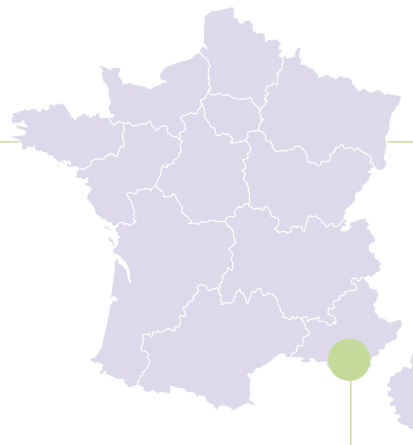
### LE CONTEXTE

Intéressés par les problématiques sociétales et environnementale, cinq habitants du territoire ont eu envie d'imaginer un lieu qui pourrait mêler **culture et convivialité**. « Réunir nature et culture autour d'une assiette » : telle est la devise du restaurant éco-responsable Ecce Terra.

### LE CONCEPT

Ecce Terra est un projet pluridimensionnel dans un **lieu d'intérêt général, culturel et créateur de lien social**. Son ambition est de contribuer à la reconstruction d'un lien harmonieux entre les activités humaines (telle que la restauration) et la nature (à travers le maintien de la diversité biologique) tout en encourageant le lien social et en favorisant la diversité culturelle. Ecce Terra souhaite contribuer au **développement d'une agriculture durable**, en encourageant la posture de « consom'acteurs ». Pour cela, le restaurant valorise les circuits courts et rend visible l'origine des produits utilisés. Grâce à la qualité et à la diversité des semences utilisées par les producteurs, les clients renouent avec l'authenticité des saveurs.

# LE TERRITOIRE



La commune du **Cannel-des-Maures**, qui comptait 4 280 habitants en 2018, se situe à un emplacement stratégique du département du Var, au carrefour d'infrastructures routières importantes la reliant aux principaux pôles urbains et touristiques de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Elle bénéficie d'une **croissance démographique** stable et équilibrée (3 % environ d'augmentation en moyenne/an depuis 1968 selon l'Insee).

**Le développement durable, l'écologie, la protection environnementale et l'équité sociale** sont au premier plan des actions politiques de la municipalité, qui se traduit dans la commune par l'existence du Collectif contre le Gaz de schiste, l'opposition manifeste à la poursuite des activités de la « décharge du Balançan » ou encore la création de la Réserve « Plaine des Maures ».

*« Depuis 13 ans, la commune a orienté sa politique en faveur du développement durable. Elle tient compte de la protection de l'environnement, du développement économique et de l'équité sociale — trois piliers indissociables et fondamentaux. Notre objectif : faire une ville à vivre et non pas une ville dortoir, notamment en redynamisant l'Agora autour de la gare. »*

**Jean-Luc Longour**

maire du Cannel-des-Maures



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

L'ESS en région PACA représente 6 % du PIB régional, soit 17 000 établissements employeurs (Insee clap, 2015). Dans le Var, malgré trois années de baisse (dues à des pertes d'emplois dans les activités culturelles et de loisirs), l'ESS conserve un poids significatif avec près de 28 712 emplois portés par 2 932 employeurs et 723 millions d'euros de salaires distribués, soit 14,6 % de l'emploi privé contre 13,5 % en moyenne régionale.

La Scic Ecce Terra a été accompagnée par le Pôle d'initiatives locales d'économie sociale (PILES) de Draguignan — qui n'existe plus aujourd'hui — la mairie du Cannel-des-Maures, France Active PACA avec le dispositif « Rebond », l'URSCOP PACA et l'association Initiative Formation Appui Pédagogique Emploi (IFAPE) à travers un accompagnement DLA (dispositif local d'accompagnement de l'ESS) pour les aider dans leur professionnalisation.



# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Ouvert depuis juillet 2015, le restaurant éco-responsable et culturel Ecce Terra est installé au premier étage de la Maison Pastorello, bâtiment communal rénové à proximité du centre-bourg. Cette Scic s'est fixée comme objectif de travailler au maximum avec des **producteurs locaux et en circuit court**. Elle regroupe aujourd'hui 25, dont 10 sont coopérateurs et met à sa carte, des produits **de provenance locale, de préférence biologiques et de saison**.

Ce bâtiment, d'une capacité d'accueil de 90 personnes dans un peu plus de 200 m<sup>2</sup>, est facilement transformable pour des expositions, des soirées musicales, des ciné-débats ou encore des cafés philosophiques. Le lieu offre une **programmation culturelle** avec des expositions de photos, de peintures mais aussi des concerts, des conférences, ou encore des ciné-débats.

Des **activités de bien être** (longo, yoga, sophrologie, etc.) sont venues compléter l'offre culturelle.



## LES IMPACTS

En 2019, Ecce Terra s'appuyait sur 6 salariés et 1 apprenti. Suite à la crise sanitaire, la structure a dû revoir sa masse salariale à la baisse. Ecce Terra compte aujourd'hui **4 salariés, tous en CDI** (dont 1 contrat aidé CUI ayant évolué en CDI).

En 2019, Ecce Terra a servi 8 000 repas et la fréquentation était en hausse de 5 % par rapport à 2018. 108 animations (8 vernissages, 17 concerts et apéros concerts, 8 conférences, 40 ateliers découverte autour du bien-être, de la danse, du chant, 1 repair café, 4 trocs aux fringues, 12 karaokés, 17 soirées à thèmes, 1 salon Nature et Bien être) ont été organisées. Les soirs de concert, une cinquantaine de personnes en moyenne ont fréquenté le lieu.

Aujourd'hui, la Scic compte **98 coopérateurs** réunissant fondateurs, salariés, producteurs locaux, usagers et associations partenaires. Le restaurant s'approvisionne auprès d'une vingtaine de producteurs locaux, permettant ainsi de proposer une **alimentation saine et durable** à une clientèle très variée.



## CARTÉ D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

La mairie du Cannet-des-Maures, l'Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne des Maures, l'Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural du Var, l'AgribioVar du réseau Fédération nationale de l'agriculture biologique, la Confédération paysanne du Var, la Grange bio, membre du réseau national des magasins Biomonde, France Active Provence Alpes Côte d'Azur (PACA) et l'Union régionale des sociétés coopératives et participatives PACA.

### BUDGET

260 670 €, dont 134 000 € d'emprunts au lancement de son activité (auprès de France active, la NEF, la Banque populaire et Var Initiative), 78 670 € de financements participatifs, 30 000 € du conseil régional PACA, 15 000 € de la Macif et 3 000 euros de la Fondation groupe Up.

### INFOS ET CONTACT

Ecce Terra  
Maison Pastorello  
Chemin de Causserène  
83340 Le-Cannet-des-Maures  
ecceterra83@gmail.com

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

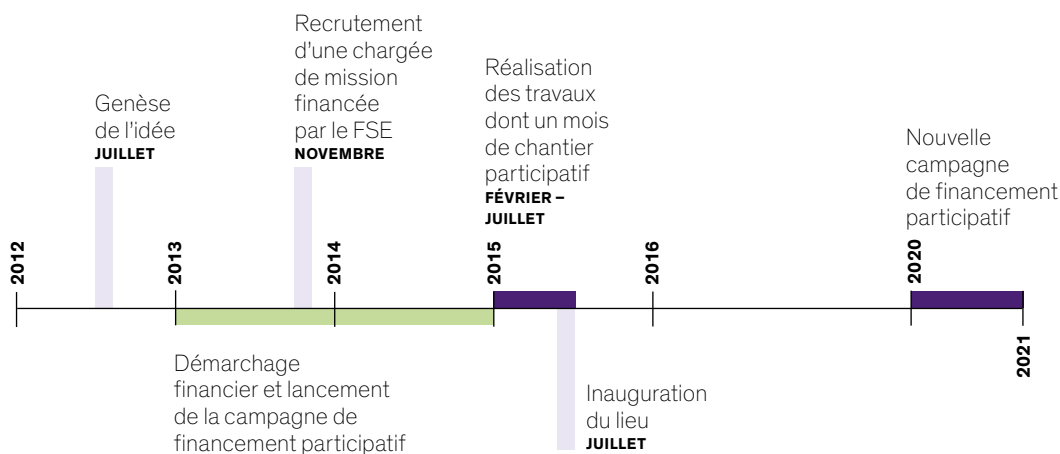
Le maire de la commune, Jean Luc Longour, était favorable au projet dès sa genèse et sensible aux enjeux environnementaux. Il a ainsi proposé la **mise à disposition d'un local communal** que la coopérative occupe toujours. La mairie et les services techniques ont également **accompagné** le projet, notamment sur les questions techniques (tels que le permis de construire, le nettoyage du local, etc.). Pendant toute la période de fermeture due à la crise sanitaire, la commune a soutenu le projet en **suspendant le loyer** de la coopérative.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

Le projet a trouvé une véritable **résonance locale**, notamment car les habitants étaient en recherche d'espaces de mixité sociale et culturelle. D'une vingtaine de bénévoles au lancement du lieu, ils sont passés à une centaine de coopérateurs. Ecce Terra et son concept atypique font désormais partie du paysage.

## BUDGET ET FINANCEMENTS

De juillet 2012 à juin 2015, trois années ont été nécessaires pour lancer le projet : un an pour monter le projet, un an pour mobiliser des fonds et un an pour effectuer des travaux. Le coût d'investissement global s'est élevé à 260 670 € auxquels s'ajoutent 35 000 € de valorisation du chantier participatif, soit un total de 295 670 €. Suite à l'obtention d'une **subvention du Fonds Social Européen (FSE)** auprès de la Chambre régionale de l'ESS (CRESS) PACA pour financer la phase d'émergence de leur projet, une chargée de mission a pu être embauchée en novembre 2013. Au cours de l'année 2014, les fondateurs ont obtenu un prêt de France Active et ont ainsi pu lancer une **campagne de financement participatif** qui a permis de constituer un noyau dur d'une vingtaine de personnes motivées.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## UNE BONNE SYNCHRONISATION ENTRE LE PROJET ET LA VOLONTÉ DE LA MAIRIE

Le projet a été présenté à la commune au bon moment. La dimension de ce projet faisait écho à ce que cherchait le maire, Jean-Luc Longour, pour dynamiser la ville, notamment ce quartier autour de la gare. Ce projet avait du sens pour le territoire : il a permis à la fois de créer une dynamique économique, de développer un pôle culturel et de favoriser le lien social.

## UN SOUTIEN INDISPENSABLE DE LA MAIRIE

Sans le soutien de la mairie, des agents et du maire, le projet aurait eu d'importantes difficultés à aboutir. À titre d'exemple, les agents du service technique de la mairie ont été d'une grande aide pour les membres de la Scic lorsque ceux-ci ont été contraints de remanier la demande de permis de construire en seulement quarante-huit heures.

## UNE DYNAMIQUE DE SOLIDARITÉ

Certains artisans ont donné beaucoup de leur temps bénévolement. Séduits par le projet, ils se sont ainsi impliqués même les dimanches pour que le lieu puisse ouvrir. L'une des architectes a aussi investi ses honoraires dans des titres participatifs de la Scic.

*« Ce qui me plaît dans ce projet, c'est l'éthique de la structure, le fait de proposer des aliments de qualité, en circuit court et d'y mêler la culture. Je soutiens ce projet singulier, il mérite de continuer à exister et à se développer. On y trouve une belle dynamique. Il répond à un besoin local car il n'y a pas de restaurant équivalent au cœur du Var »*

**Virginie Sicard**

productrice locale coopératrice,  
Le Clos de Barbeirane



## POINTS D'ATTENTION

Pendant quelques années, Ecce Terra a eu du mal à trouver sa place dans l'offre de restauration locale en raison d'un manque de communication et de visibilité. L'analyse de tous les professionnels qui ont accompagné le lieu est unanime : le restaurant n'était pas assez visible et il souffrait d'un certain déficit en communication. Le lieu a également pâti d'une fréquentation irrégulière, qui ne lui permettait pas de couvrir les charges liées à sa masse salariale.

Des tensions au sein de l'équipe, déstabilisée, ont ralenti le développement de la Scic. Aujourd'hui encore, l'équilibre économique de la structure reste fragile. En outre, bien que l'équipe soit accompagnée par l'URSCOP PACA, l'animation de la vie coopérative n'est pas facile à organiser. Plusieurs défis attendent donc l'équipe : restructurer le fonctionnement interne, développer les activités et mobiliser de nouveau les bénévoles.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« La Maison Pastorello, propriété communale, a été restaurée grâce à des financements de la région, de l'État et de l'Europe, obtenus par la mairie et l'association Ecce Terra. Nous leur avons proposé le premier étage avec un loyer modique pour favoriser l'émergence de leurs activités culturelle et sociale. La commune a essayé de leur faciliter toutes les démarches. Ce projet, qui m'a d'emblée plu, a plusieurs ambitions. Il est à la fois social, culturel et solidaire et il correspond à ce que la commune porte aussi. »

**Jean-Luc Longour**

maire du Cannet-des-Maures

« Dès le départ, nous souhaitons transmettre des valeurs et donner la possibilité aux habitants de prendre conscience des enjeux environnementaux autour d'un bon repas ! C'est toute l'ambition d'Ecce Terra. Nous ne souhaitons pas le faire de façon directe. Nous voulions utiliser d'autres moyens, comme la nourriture, une exposition, une conférence, etc. Nous souhaitons aussi un modèle économique différent, plus coopératif, complètement indépendant financièrement, avec une programmation culturelle autonome. Si le modèle se base sur celui de la SARL, la Scic permet une gestion désintéressée avec des bénéficiaires systématiquement réinvestis dans la structure. Ce concept a une réelle valeur ajoutée. Or il est difficile de la chiffrer et de l'inclure dans le prix de vente du repas. Ce n'est pas qu'un restaurant, c'est aussi un lieu de vie sur le territoire. Si les soutiens ont été aussi unanimes, c'est parce que ce projet a du sens pour notre territoire. »

**Elisabeth Lecloux**

gérante bénévole d'Ecce Terra



**L'Avise, agence d'ingénierie pour  
entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour - 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Alice Deceuninck, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle CONCEPTION GRAPHIQUE : terre-lune MISE EN PAGE : Maude De Goër PHOTO DE COUVERTURE : Ecce Terra ©Avise – octobre 2021 – Tous droits réservés



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Epi'Cerise à Saint-Loup-sur-Semouse (70)

À Saint-Loup-sur-Semouse, Petite ville de demain de Haute-Saône, des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS), dont l'épicerie d'aide alimentaire Epi'Cerise, se sont installées sur une ancienne friche industrielle devenue un véritable pôle culturel, social et économique. Montée en seulement deux mois, Epi'Cerise s'inscrit dans un projet plus global d'insertion porté par la commune.

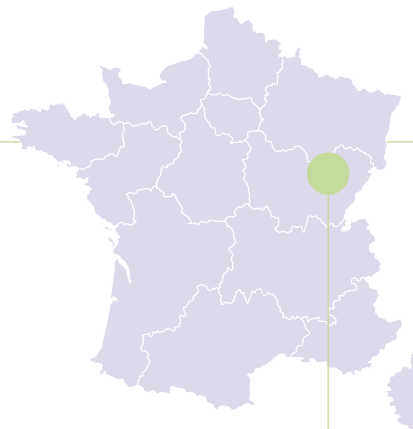
### LE CONTEXTE

En mars 2020, lors de la première mesure de confinement due à la crise sanitaire, toutes les associations sociales et d'entraide de la commune étaient à l'arrêt. L'idée d'une **épicerie d'aide alimentaire** a alors émergé afin de soutenir les plus démunis. À l'arrivée du deuxième épisode de confinement, Saint-Loup-sur-Semouse décide de **s'associer** à l'association Epi'Cerise pour installer en urgence une antenne de l'épicerie solidaire sur les lieux d'une ancienne friche.

### LE CONCEPT

L'association Epi'Cerise, implantée en Haute-Saône, porte une épicerie d'aide alimentaire sous forme de **chantier d'insertion**. Suite à la décision d'une commission d'admission, les personnes en difficulté peuvent accéder à l'épicerie et bénéficier de produits alimentaires à bas coûts. L'épicerie permet également d'accompagner, dans leur parcours professionnel, des salariés en insertion qui se chargent de l'approvisionnement de l'épicerie, en relation avec la banque alimentaire, les supermarchés et producteurs locaux, puis de la distribution des denrées alimentaires. Au-delà de l'enjeu de soutenir les personnes démunies, la commune et l'association souhaitent **rompre l'isolement des habitants**.

# LE TERRITOIRE



Depuis les années 2000, avec le **déclin des entreprises locales**, majoritairement tournées vers les métiers du bois, la ville de **Saint-Loup-sur-Semouse**, qui compte 3 200 habitants, voit sa population réduire et se paupériser (29 % de la population vit sous le seuil de pauvreté). Afin de lutter contre cette **précarité sociale** et contre l'isolement des habitants (53% des habitants vivent seuls), la commune souhaite utiliser ses atouts et son histoire.

Reconnue capitale du siège et du meuble au XIX<sup>e</sup> siècle, Saint-Loup-sur-Semouse abritait les **Usines réunies**, fabrique de sièges pendant 150 ans avant leur fermeture définitive en 2012. La mairie décide alors d'**acquérir une partie** de l'ancien site industriel, à deux pas du centre-bourg. Au fil des années, cette **friche industrielle** fait l'objet d'un grand projet de **réhabilitation** et se transforme.

Dans ce lieu, diverses activités ont été créées : le conservatoire de la Cité du meuble, l'association Les Allées du conservatoire de la Cité du meuble (l'ACCM), et la société coopérative d'intérêt collectif (Scic) La Manufacture des usines réunies qui vise à développer une filière de construction en bois local tournée vers l'insertion. Ces activités ont été portées par des habitants, élus, entrepreneurs qui avaient envie de réfléchir et de s'investir dans un projet de territoire, avec pour objectif de croiser les intérêts de la commune, de créer de l'emploi, de maintenir une activité industrielle et d'entretenir la mémoire du lieu.

En 2020, l'inauguration d'habitats intergénérationnels (le Hameau durable), d'une épicerie solidaire et d'une médiathèque à rayonnement intercommunal vient s'ajouter aux activités déjà présentes.

*« Nous détenons un vrai savoir-faire à valoriser et nous pouvons faire de ce site (environ quatre hectares dont la moitié en bâtiments) un pôle d'activités culturelles, sociales et économiques. En tant qu'élu, nous avons le devoir de trouver des réponses pour le territoire. Ces projets sont des réponses possibles imaginées avec les habitants et les partenaires. La ressource locale doit nous permettre d'activer un développement économique local. »*

**Thierry Bordot**

maire de Saint-Loup-sur-Semouse



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Au sein de l'économie de Haute-Saône, l'ESS représente 16,1 % de l'emploi salarié (moyenne régionale : 11,7 %, moyenne nationale : 10,5 %). 18 % des emplois associatifs de ce territoire œuvrent dans le secteur de la santé, ce qui en fait une spécificité de l'ESS du département.

En matière d'appui aux projets de l'ESS, on retrouve notamment le Générateur Bourgogne Franche-Comté et le DLA – Dispositif local d'accompagnement de l'ESS, porté par U3A.

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Dans un **local communal**, mis à disposition gratuitement, l'association Epi'Cerise déploie sa quatrième antenne. Elle est ouverte deux demi-journées par semaine et propose des produits frais, des produits d'épicerie, d'hygiène et d'entretien, à un prix réduit à 25 % de leur valeur initiale. 90 % des produits sont fournis par la banque alimentaire de Vesoul qui récupère les invendus de magasins.

Trois personnes en insertion au sein de l'association Epi'Cerise interviennent pour aider l'équipe de bénévoles de l'antenne de **Saint-Loup-sur-Semouse**, composée de six personnes dont **trois élus municipaux**.

Les premiers clients ont été accueillis début décembre 2020 et les quelques semaines de fonctionnement ont rapidement démontré l'intérêt du projet. Début 2021, **50 familles** bénéficient déjà de ce service et le potentiel de bénéficiaires est bien supérieur au sein de la ville.

Dans un futur proche, l'association souhaiterait consolider son approvisionnement afin d'étendre son activité d'aide alimentaire aux communes des alentours. L'association a également lancé une réflexion avec la médiathèque de la ville afin de lever les freins financiers et les freins de légitimité pour faciliter l'accès aux livres et favoriser les activités en famille.



## LES IMPACTS

Sur le département, Epi'Cerise vient en aide à 875 familles, soit près de 2 070 personnes. En 2020, l'association a constaté une hausse de plus de 21 % du nombre de clients accueillis dans ses magasins et dépôts, principalement des personnes nouvellement précarisées par la crise sanitaire.

Un peu moins de 5 emplois (équivalents temps plein) dédiés à l'encadrement technique, l'accompagnement social, la coordination et la gestion administrative permettent le fonctionnement de l'association et l'accueil, chaque année, de 16 personnes en insertion pour une durée de 10 mois en moyenne, avant leur départ pour un nouvel emploi.



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

Près de 30 partenaires, dont le département de la Haute-Saône, la région Bourgogne-Franche-Comté, les missions locales, les centres médico-sociaux, les centres communaux d'action sociale et des entreprises privées, telles que Peugeot.

### BUDGET

Près de 320 000 €, dont des aides au fonctionnement de la part de l'État, des fonds européens, de la région et du département.

### INFOS ET CONTACT

Association Epi'Cerise,  
4 rue Christiane Jansen  
70 800 Saint-Loup-  
sur-Semouse  
epicerise.coordination  
@gmail.com

Mairie de Saint Loup,  
Thierry Bordot, maire  
Housséni Diallo,  
directeur général des services  
7 rue Henry Guy  
70 800 Saint-Loup-  
sur-Semouse  
03 84 49 06 22  
dgs@saint-loup.eu  
www.saint-loup.eu

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Outre la mise à disposition d'un local communal de 150 m<sup>2</sup>, la prise en charge des frais de fonctionnement du bâtiment et l'investissement de trois élus municipaux en tant que bénévoles, l'installation de l'antenne d'Epi'Cerise s'inscrit dans un **projet plus global d'insertion** porté par la commune, au nom de « **Une école de l'entreprise** ». Cet accompagnement ne sera pas limité dans le temps et concernera également les personnes en situation de précarité qui ne sont pas en recherche d'emploi du fait de leur état de santé ou de leur âge. Les objectifs sont de tisser des **relations de confiance** avec les usagers bénéficiaires, de les amener à participer à des activités, de valoriser leurs capacités et savoir-faire pour les **accompagner** vers une insertion réussie où le triptyque pré-insertion – insertion – formation sera le leitmotiv.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

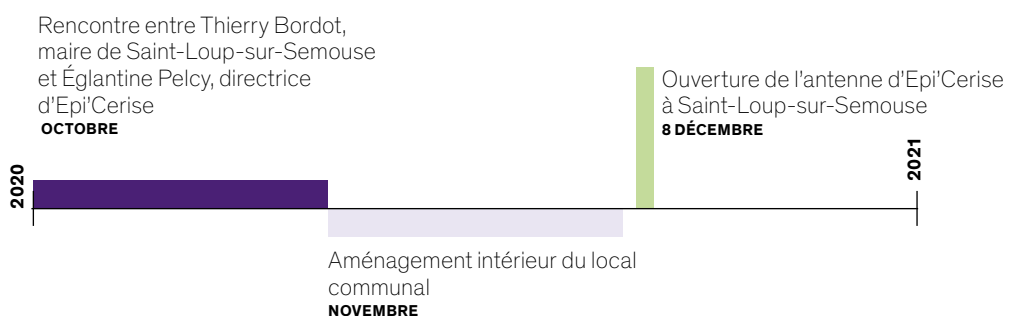
Les premiers retours sont encourageants, les usagers **apprécient** ce nouvel espace. Une entreprise locale a aidé à l'aménagement du lieu, en faisant un don important de mobilier, rendant l'espace agréable et convivial.

Le lieu et les services développés ont même conduit des usagers bénéficiaires à **proposer leur aide** en tant que bénévoles.

## BUDGET ET FINANCEMENTS

Avec un budget global de 320 000 €, Epi'Cerise bénéficie d'**aides pour son fonctionnement** provenant de l'État, à hauteur de 110 000 €, de la région, avec un apport de 12 000 €, et des fonds européens dont la participation s'élève à 20 000 € par an pour l'emploi et l'inclusion. Pour finir, le département de Haute-Saône apporte 1 000 € au titre de l'aide aux associations et 11 000 € pour les postes en insertion de l'antenne de Vesoul.

Pour l'antenne de Saint-Loup-sur-Semouse, 5 500 € par an sont alloués aux salaires dans le cadre du chantier d'insertion et de la participation de solidarité à la Banque Alimentaire (14 centimes par kilo livré). Le local est mis à disposition gratuitement par la commune qui prend également en charge les frais de fonctionnement du bâtiment.





# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## FAIRE CONVERGER LES ENVIES

Plusieurs aspects ont permis la réalisation de ce projet. Tout d'abord, la volonté de la commune de venir en aide aux personnes ayant des problèmes d'accès au logement ou à l'emploi, ce qui a conduit à la mise à disposition d'un local. Puis l'expertise de l'association Epi'Cerise en termes d'essaimage sur le territoire, pour assurer la bonne gestion de l'aide alimentaire. Enfin, la forte capacité d'approvisionnement de la Banque Alimentaire. Parallèlement, le don de meubles pour aménager le local par une entreprise locale a grandement contribué à lancer le projet.

*« Avec la crise sanitaire, être réactifs nous a permis de mettre en place un chantier à taille humaine. »*

**Thierry Bordot**

maire de Saint-Loup-sur-Semouse

## TROUVER UN LIEU ADÉQUAT

L'antenne d'aide alimentaire a été installée sur un site déjà existant, au contexte favorable et proposant des services et activités en cohérence avec le projet. Après l'installation de l'entreprise d'insertion, de la Manufacture réunie et du conservatoire de la Cité du meuble, accompagné par la création d'un hameau durable et de la médiathèque intercommunale, l'ancienne friche industrielle continue de se déployer en une plateforme solidaire de développement local.



## POINTS D'ATTENTION

Ni la commune ni l'association n'ont connu de difficultés particulières pour la mise en place de cette antenne. Toutes les conditions étaient réunies pour que le projet se fasse rapidement : la volonté

politique, un local, un don de meubles, le savoir-faire d'Epi'Cerise ainsi que l'envie des bénévoles et des élus.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« L'épicerie est un bon moyen d'identifier les difficultés et de mettre en place les réponses adéquates, tout en préservant la confidentialité des personnes. L'ambition est de donner aux personnes en situation de précarité des conditions favorables qui leur permettront de s'investir dans un nouveau parcours de vie, en retrouvant des repères. »

**Thierry Bordot**

maire de Saint-Loup-sur-Semouse

« Le projet s'est réalisé en un temps record. Deux mois seulement ont été nécessaires alors qu'en principe, c'est 18 mois de travail, le temps de réunir les acteurs locaux et les associations pour favoriser l'enracinement. Par ailleurs, cette nouvelle antenne permet aux personnes en insertion une réelle montée en compétences. Et c'est un engagement qui demande beaucoup d'adaptabilité. »

**Églantine Pelcy**

directrice d'Epi'Cerise.



**L'Avise, agence d'ingénierie pour  
entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour  
- 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Bérengère Daviaud, Alice Deceuninck, Maëlle Girard, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE: terre-lune PHOTO DE COUVERTURE : Epi'Cerise  
©Avise – avril 2021 - Tous droits réservés



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Habitats des possibles à Castillon-la-Bataille (33)

La commune de Castillon-la-Bataille, Petite ville de demain de Gironde, co-porte avec l'association Habitats des possibles et le bailleur social Soliha un projet d'habitat partagé et accompagné pour retraités, dans une maison réhabilitée du centre-ville. Le projet est co-construit dans une démarche participative à laquelle les habitants sont associés.

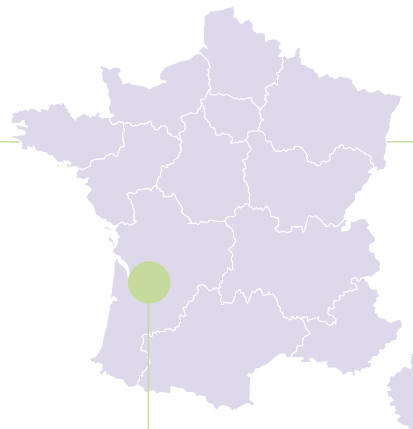
### LE CONTEXTE

Dans le cadre d'un **partenariat national** entre l'Avisé, AG2R La Mondiale et ATIS, ayant pour objectif de faire émerger des projets innovants en faveur du bien vieillir, la commune de Castillon-la-Bataille et l'association Habitats des possibles, accompagnées par la Fabrique à initiatives d'ATIS, ont conclu un partenariat en **mars 2018** afin de monter un **projet d'habitat partagé et accompagné pour retraités** sur la commune.

### LE CONCEPT

L'objectif du projet est d'offrir aux retraités du bassin de vie un **choix alternatif au vieillissement isolé** en domiciles individuels et au vieillissement pris en charge en structures institutionnelles. Habitats des possibles, membre du réseau national HAPA, s'inspire notamment des projets de l'association belge Abbeyfield. Elle a à cœur de porter une **démarche participative afin de répondre aux attentes exprimées par les personnes âgées** : garder leur liberté et leur « chez soi », être entourées au quotidien, s'entraider et conserver des relations avec leur commune.

# LE TERRITOIRE



Située dans le département de la **Gironde** en région **Nouvelle-Aquitaine**, **Castillon-la-Bataille** est une commune de 3 180 habitants faisant partie de la **communauté de communes Castillon Pujols**, au cœur d'un terroir viticole.

Lors de l'étude d'opportunité de ce projet, réalisée par la Fabrique à initiatives d'ATIS auprès de 45 personnes, des besoins et marqueurs forts ont été constatés sur le territoire. Tout d'abord, **les habitants les plus âgés** – 37% des Castillonnais avaient plus de 65 ans en 2015 – ont tendance à **quitter les villages alentour** pour revenir vers le centre (Castillon-la-Bataille ayant une fonction de petit pôle de centralité) pour des raisons d'**isolement**.

En parallèle, **20% de logements vacants** ont été recensés sur la commune, dont plusieurs opportunités de réhabilitation.

Enfin, avec 25% des habitants bénéficiaires du RSA, des signes de **fragilité socio-économique** indiquaient un besoin d'apporter des solutions socialement innovantes d'habitats adaptés et économiquement accessibles.

*« Le choix de s'engager sur les questions de revitalisation notamment en soutenant les démarches d'innovation sociale a été un pari : même sans les dispositifs d'appui, on a posé un diagnostic de revitalisation de centre-bourg dès 2014. Les partenaires ont été réunis une fois le diagnostic partagé et les choses se sont mises en place au fur et à mesure : plusieurs conventions et appels à manifestation d'intérêt ont été lancés à différentes échelles territoriales, jusqu'à ce que l'État s'engage également sur la question de la revitalisation des petites villes. »*

**Jacques Breillat**

maire de la commune.



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Le territoire compte un tissu associatif traditionnel dense (culture, sport), ainsi que quelques initiatives locales engagées sur les besoins sociaux, comme l'épicerie solidaire AIPS. Par ailleurs, le territoire porte également une démarche Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée. Habitats des possibles, association à l'initiative du projet, entretient des

liens avec ATIS (catalyseur d'innovation sociale), France Active Aquitaine, ADEI (organisme d'accompagnement de la région) et les associations Remue-Ménage et Vivre Avec. La commune travaille quant à elle régulièrement avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

9 logements privés permettront d'accueillir une **douzaine d'habitants**, dont une majorité de femmes seules. Une **mixité sociale** permettra de faire cohabiter des personnes avec plus ou moins de ressources.

En plus des logements privés, des espaces communs aux habitants et définis avec eux (cuisine, buanderie, salle à manger, salon, jardin ou potager, etc.) permettront de rompre l'isolement et de favoriser le lien social. Ce cadre de vie a pour objectif de favoriser l'**équilibre entre besoins de sociabilité et d'autonomie**. Situé en centre-ville, cet habitat facilitera également les déplacements et la participation à la vie locale des personnes âgées tandis qu'un **accompagnement social** permettra de maintenir le lien avec les habitants une fois le lieu ouvert.

Enfin, le bâtiment sera rénové de façon à l'adapter aux besoins liés au vieillissement et à garantir une **performance énergétique** indispensable au confort des habitants, à l'économie d'usage et à la transition énergétique.

Aujourd'hui, si le montage juridique et financier est acté, une étude amiante et structure reste à faire sur le bien en réhabilitation.



## LES IMPACTS

L'impact du projet a été visible dès les premiers ateliers.

**Des liens forts ont pu être créés entre les habitants**, ce qui a permis de rompre l'isolement de certains, avant même leur emménagement dans la maison.

Ce projet envoie ainsi un **signal favorable pour l'ensemble des retraités** du territoire, dans une société où la vieillesse est souvent associée à des facteurs anxiogènes.

Il démontre également que les territoires, notamment **les communes, peuvent être porteurs d'innovation**.

La **démarche participative** a également permis de renforcer **l'estime de soi et la capacité d'agir des participants**, grâce aux ateliers qui ont facilité la participation de personnes peu habituées à prendre la parole et exprimer leur opinion.



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

La commune, l'association **Habitats des possibles**, le bailleur social associatif **Soliha** et **17 autres partenaires** (collectivités et associations, France services de la communauté de communes Castillon-Pujols, MSA locale, CCAS Castillon-la-Bataille, Plateforme Territoriale d'Appui antenne du Libournais, etc.)

### BUDGET

**Plus d'1 million d'euros**, dont environ **200 000 euros pour l'acquisition du bien** et les honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage (en partie pris en charge par le bailleur social et par la commune).

### INFOS ET CONTACT

Habitats des possibles,  
24 rue du 8 mai 1945  
33640 PORTETS  
09 87 57 20 45  
contact@habitatsdespossibles.org

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Suite à la réalisation de l'étude d'opportunité, le maire et le conseil municipal, très attachés à la dimension « innovation sociale » et expérimentale du projet, ont exprimé une forte **volonté de porter ce projet dans la durée**, sur leur territoire, afin de répondre aux besoins constatés. Le projet s'inscrivait, en outre, à la jonction des axes de travail « **habitat** » et « **vivre ensemble** » de leur programme global de revitalisation du centre-bourg. La commune a pris en charge le **coût de l'étude de faisabilité** et va acquérir en septembre le **bien immobilier**, qui sera par la suite mis **à disposition du bailleur social** associatif Soliha, à travers un bail à réhabilitation.

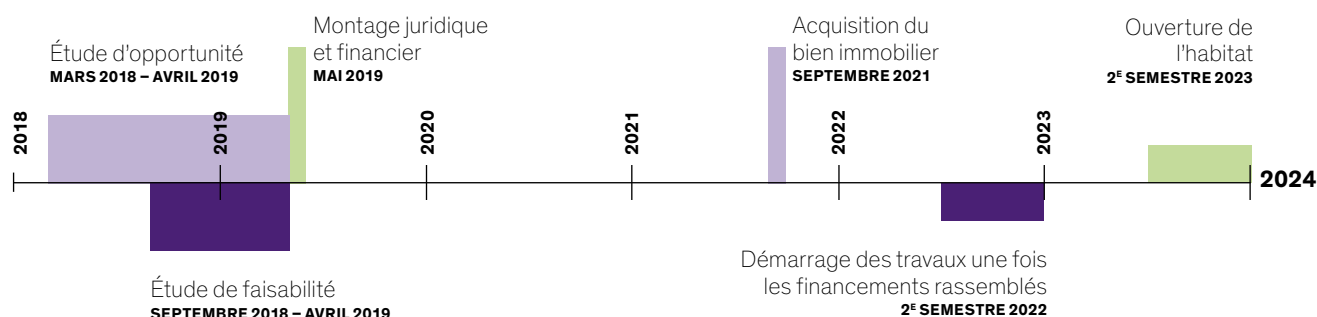
Séduite par la démarche de co-construction, la commune, qui a été lauréate en 2019 des Trophées de la participation et de la concertation de la Gazette des Communes et de Décider ensemble, a également décidé d'organiser dans ses locaux les ateliers participatifs avec les habitants.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

Afin de co-construire le projet dans une **démarche participative**, un groupe d'habitants a été constitué et impliqué dans la définition des **espaces à concevoir** et du **projet de vie sociale** (expression de besoins, valeurs du projet, etc.). Entre décembre 2018 et mars 2019, **6 ateliers participatifs** composés d'une quinzaine de participants réguliers ont été proposés sur la commune afin de définir le cahier des charges architectural, notamment. Ces ateliers ont également permis à un petit groupe convaincu du projet de se positionner comme **futurs habitants** de cette maison.

## BUDGET ET FINANCEMENTS

Un **tour de table des investissements** va être organisé prochainement pour réunir des financements publics (État, région, département, fonds Leader, etc.) et des financements provenant de caisses de retraite et de fondations afin d'effectuer une **rénovation de qualité et écologique de la maison**, tout en proposant des tarifs de location réduits pour les logements sociaux. À titre d'exemple, **850 000 euros** ont pu être réunis sur le projet d'Habitats des possibles de Lestiac-sur-Garonne, dont le budget global était similaire.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## RECUEILLIR LES ENVIES DES HABITANTS EN AMONT

Le groupe d'habitants ayant participé aux **ateliers participatifs** a été animé dès le début de l'étude d'opportunité et a perduré jusqu'à aujourd'hui, ce qui a facilité un échange en profondeur avec des participants réguliers, notamment sur la définition architecturale du projet. L'appétence des habitants pour ce projet et leur fort investissement dans ces groupes de travail a également été déterminant pour l'engagement de la commune, qui tenait à ce que le projet soit le leur.

## PARTAGER LE CONSTAT DU BESOIN

Sur ce territoire, l'**ensemble des acteurs locaux était convaincu des réels besoins** (chiffres forts à l'appui) et des attentes liées au projet, ce qui a facilité le maintien d'une **volonté politique forte**. La démarche participative, notamment, a facilité le travail de conviction et les partenaires ont immédiatement pu appréhender la nécessité de se positionner sur ce territoire.

## S'ENTOURER D'ACTEURS ENGAGÉS SUR LES OPÉRATIONS DE REVITALISATION

**Très engagée sur les questions de revitalisation** en Gironde, la commune est bien identifiée en tant que pilote de plusieurs sujets sur ce territoire. En tant que conseiller départemental, le réseau extra-local du maire, conscient de l'importance de s'entourer d'un tissu partenarial externe dense, est également un atout pour la recherche de financements.

*« Ce que je trouve intéressant dans ce projet, c'est le logement individuel et les espaces communs - et non une colocation comme on peut souvent le voir -, ce qui permet une plus grande indépendance. J'apprécie également le fait de pouvoir intervenir, donner mon avis. Cela nous réunit, permet d'apprendre à se connaître. Nous faisons partie de ce beau projet. »*

**Françoise Villechenoux**  
future habitante.



## POINTS D'ATTENTION

Différentes contraintes ont pu ralentir l'avancement du projet : la **crise sanitaire**, les **hésitations sur le montage juridique et financier**, du fait du lourd investissement nécessaire, et le **besoin d'acquiescer le foncier** qui n'appartenait pas initialement à la commune.

En outre, le **montage partagé** entre trois acteurs nécessite une attention particulière sur l'**équilibre des relations**, de façon à maintenir une dynamique de co-construction tout en acceptant la formation de binômes de fait sur des sujets précis, tels que le foncier.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



*« Ce qui est intéressant dans ce projet d'habitat partagé, c'est notamment tout le travail très qualitatif mené sur la maîtrise des usages pour permettre aux personnes de se projeter dans la dernière ligne droite de leur vie, au sein d'une démarche participative de réflexion approfondie sur l'utilisation des locaux. »*

**Jacques Breillat**

maire de Castillon-la-Bataille.

*« J'ai de suite été très attirée par le projet car pour moi, c'était une évidence pour vieillir sereinement, tranquillement, entourée, et je dois dire qu'avec le confinement ce projet prend tout son sens. Hors de question pour moi d'aller en maison de retraite ou de dépendre de mes enfants.*

*De plus, j'ai une grande et vieille maison avec un grand jardin que j'ai du mal à entretenir physiquement et financièrement. Pour moi, c'est la solution idéale, qui plus est en centre-ville, près de tous les services, et de certaines associations dont je suis adhérente. »*

**Françoise Villechenoux**

future habitante



**L'Avise, agence d'ingénierie pour  
entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour  
- 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : Alice Deceuninck COMITÉ ÉDITORIAL : Bérengère Daviaud, Maëlle Girard, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle  
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : terre-lune  
PHOTO DE COUVERTURE : Habitats des possibles ©Avise –  
avril 2021 - Tous droits réservés





# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Les Ateliers Jean Moulin à Plouhinec (29)

**Les Ateliers Jean Moulin rassemblent entrepreneurs d'horizons divers, habitants temporaires et bénévoles associatifs dans l'esprit d'un tiers-lieu. Au cœur de la Petite ville de demain de Plouhinec, le projet, installé dans un ancien lycée professionnel et soutenu depuis sa création par la collectivité, participe à la revitalisation économique et démographique de la ville.**

### LE CONTEXTE

Suite à la **fermeture du lycée professionnel Jean Moulin** à l'été 2018, la région, propriétaire des bâtiments, a lancé un appel à candidatures afin d'identifier des acteurs pour gérer et animer le lieu, avec l'idée, déjà, de faciliter l'émergence d'un **tiers-lieu**.

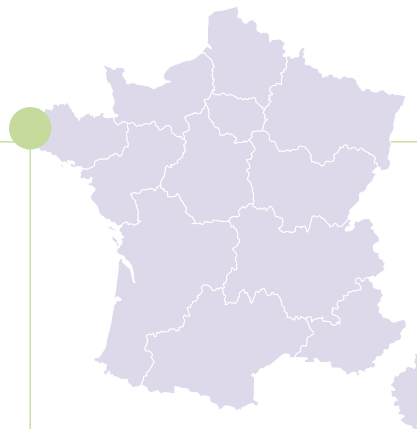
Soutenu par la commune de Plouhinec et la communauté de communes Cap Sizun – Pointe du Raz, le projet retenu est porté par deux collectifs, la **coopérative Plateau urbain** et le **collectif Nouvelle imagerie**.

### LE CONCEPT

L'idée : créer un tiers-lieu répondant à un maximum de **besoins locaux**, à travers une dynamique à l'écoute du territoire.

Le tiers-lieu imaginé par les deux collectifs prend le nom des Ateliers Jean Moulin, et se structure en une association, l'A3JM, Association d'animation des Ateliers Jean Moulin. Unique en son genre sur toute la région Bretagne, le nouveau lieu multi-activité rassemble des entreprises, des associations et des services parapublics mais également de la restauration et de l'hébergement.

# LE TERRITOIRE



La commune de **Plouhinec**, qui comptait 3 960 habitants en 2018, est la plus grande de la **communauté de communes Cap-Sizun – Pointe du Raz**, dans le Finistère. Cette situation géographique en fait un **territoire rural** particulier : avec une façade maritime importante et une position très excentrée, la dynamique y est presque insulaire. Un phénomène renforcé par la baisse de la population et par son vieillissement : 46,2 % de la population a plus de 60 ans et 18,5 % a plus de 80 ans. Longtemps basé sur la pêche, le modèle économique local est aujourd'hui fragilisé.

Si le territoire attire bien les touristes, il ne dispose pas des infrastructures nécessaires pour les accueillir durablement et en nombre. Il y a donc sur ce territoire un enjeu de **développement démographique et économique**. En parallèle, suite aux mesures sanitaires, notamment de confinement, appliquées en France en 2020, le territoire a bénéficié du retour de jeunes actifs qui souhaitent vivre et travailler sur les terres dont ils sont originaires.

*« Je parie que l'on va multiplier tous les ans des emplois. Avec ce projet, on crée de la fierté, de l'audace et on donne une envie supplémentaire de venir vivre dans ce territoire. »*

**Loïg Chesnais-Girard**

président de  
la région Bretagne



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Si le territoire dispose d'un tissu associatif dynamique, notamment grâce aux nombreux retraités bénévoles, les structures interagissent encore peu les unes avec les autres.

En matière d'ingénierie de projets, on retrouve notamment sur le territoire le Pôle de l'ESS ADESS, l'Espace associatif qui porte le

DLA - Dispositif local d'accompagnement de l'ESS, ainsi que le Tag29, dispositif d'accompagnement qui stimule et accompagne la création d'entreprises locales, collectives et innovantes répondant aux besoins des territoires du Finistère.

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Du dialogue avec le territoire ont émergé trois besoins majeurs : un **besoin de locaux abordables** pour des entreprises et associations, un **besoin d'hébergements** (pour les saisonniers, stagiaires, apprentis, etc.) et un besoin d'**ingénierie culturelle**.

**Locaux abordables** : avec des locaux d'une surface de 12 000 m<sup>2</sup>, les Ateliers Jean Moulin peuvent accueillir de nombreuses activités. Du bureau de 9 m<sup>2</sup> à l'atelier de 250 m<sup>2</sup>, les entreprises locales peuvent y bénéficier de locaux accessibles et de services dédiés (restauration, maintenance, etc.), et profiter de la pluriactivité du lieu qui stimule les **collaborations et projets communs**.

**Hébergements** : l'ancien internat du lycée est devenu un gîte de groupe pouvant accueillir plus de 30 personnes, qui offre un **logement à prix abordable pour les saisonniers** (maîtres-nageurs sauveteurs, moniteurs sportifs, etc.) sur un territoire où se trouvent essentiellement des structures de tourisme étoilées. Les appartements de fonction ont été transformés en **appartements partagés**, pour en faire des colocations ouvertes aux stagiaires, volontaires en service civique, apprentis alternants, personnes en insertion en attente de logement social, etc.

**Ingénierie culturelle** : l'A3JM développe également des activités d'**appui au tissu associatif local**. Ce besoin en ingénierie culturelle répond à une véritable demande des acteurs locaux. L'association fournit ainsi une aide méthodologique aux structures pour élaborer des dossiers, concevoir des actions de communication ou encore mettre en œuvre une campagne de financement participatif.

En parallèle, l'association s'engage dans des **actions solidaires** - livraisons alimentaires et culturelles à domicile (livres, notamment), partenariat avec la mission locale, prémices d'un pôle solidarité plein d'ambition, etc. Elle met en œuvre des actions de sensibilisation à destination du grand public, qui participent de la démarche de **transition écologique et alimentaire du territoire**. Elle anime notamment la **mission verte**, appuyée par l'association Apala : atelier de fabrication de séchoirs solaires, chantiers participatifs d'aménagement du lieu, dôme-pépinière, etc. Des ateliers artisanaux, mettant en valeur des savoir-faire locaux particuliers, rencontrent également un grand succès et rayonnent jusqu'à Brest, pourtant situé à une centaine de kilomètres.



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

La mairie de Plouhinec, la communauté de communes Cap Sizun - Pointe du Raz, la région Bretagne, l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et une vingtaine de partenaires locaux (Centre nautique de Plouhinec, Emmaüs Primelin, l'association d'éducation populaire La Obra, les Petits débrouillards, les Paniers du Cap et la Cité musicale de Pont-Croix, etc.).

### BUDGET

Environ 220 000 € par an, dont la moitié est issue du Fonds d'amorçage de la région Bretagne et des subventions d'amorçage de l'ANCT et du label Fabrique de Territoire

### INFOS ET CONTACT

Ateliers Jean Moulin  
27 rue de la République  
29 780 Plouhinec  
Françoise Maine,  
coordinatrice de l'association  
coordination@  
lesateliersjeanmoulin.bzh

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS (SUITE)

Le « **faire-ensemble** » étant une des valeurs fondamentales de celles et ceux qui portent ce lieu, les activités résonnent les unes avec les autres : ainsi des ateliers « potager » sont proposés en lien avec l'épicerie solidaire « pour aller ensemble du potager à l'assiette ».

À l'avenir, l'association souhaite accueillir plus d'une quinzaine de structures et prévoit déjà pour l'année 2021, l'instauration d'un pôle bien-être animé par quatre professionnels indépendants et l'installation d'une conserverie de légumes lactofermentés. D'autres candidatures sont à l'étude (architecte, sociologue, graphiste, etc.) et un projet de friperie solidaire porté par le Centre intercommunal d'action sociale (CIAS) est en cours d'élaboration.



## LES IMPACTS

Début 2021, un an et demi après l'arrivée de A3JM, les Ateliers Jean Moulin emploient 14 équivalents temps plein (ETP) : 4 ETP au sein de l'A3JM et 10 ETP au sein des entreprises et associations locataires. La gestion et l'animation du lieu occupent également un volontaire en service civique et des personnes qui s'impliquent sous forme de bénévolat (actions de WWOOFing, notamment).

Les entreprises installées sont issues de l'initiative d'entrepreneurs locaux, dont certains reviennent s'installer sur leurs terres d'origine. Les possibilités offertes par les Ateliers Jean Moulin participent ainsi à la revitalisation économique et démographique.

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Pour mettre en œuvre ce lieu d'innovation et d'expérimentation, les deux collectifs ont créé une **nouvelle structure, l'Association pour l'animation des ateliers Jean Moulin (A3JM)**, qui intègre **cinq élus locaux au sein de son conseil d'administration**, représentants de la commune et de la communauté de communes. L'association est ainsi un véritable **outil de gouvernance partagée**, qui permet notamment que soient prises à l'unanimité les décisions quant aux structures accueillies au sein des locaux.

La **commune de Plouhinec** et la **communauté de communes Cap-Sizun – Point du Raz** sont ainsi membres actifs de l'A3JM, gestionnaire et animatrice du tiers-lieu. En outre, le CIAS est utilisatrice du lieu.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

Peu habitués aux innovations organisationnelles et à la culture de l'ESS telles que portées par l'A3JM, certains habitants ont pu émettre des réserves au démarrage du projet, notamment sur le profil des porteurs de projets, venus depuis Paris sur un territoire dont ils n'avaient pas la connaissance et sur lequel ils n'auraient pas une vision partagée avec les habitants. Cette **différence de culture** est, semble-t-il, la principale difficulté rencontrée par le projet. Cependant, celle-ci a pu être lissée dans le temps, avec la concrétisation des différents projets

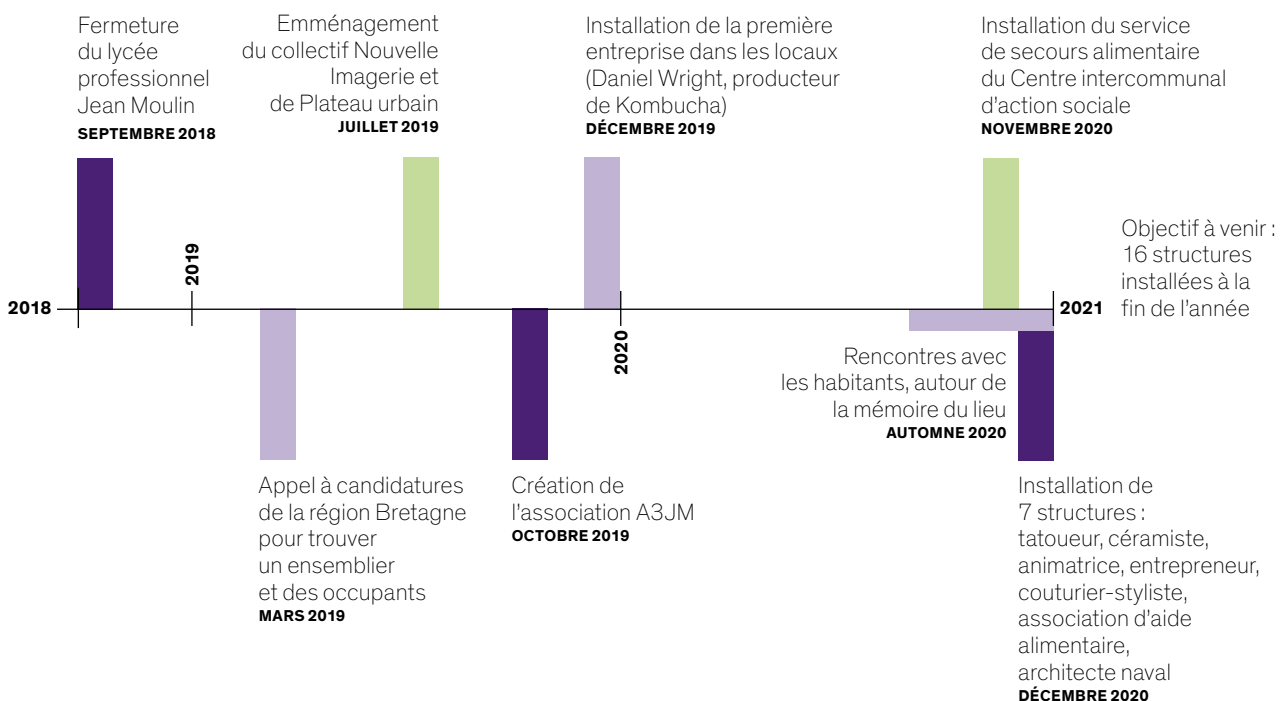
et l'hébergement de 14 emplois au sein du projet lui-même ou des entreprises abritées. La démarche menée par le collectif pour enclencher un **dialogue autour de la mémoire du lieu**, en invitant les habitants à venir prendre un café et partager des photos des Ateliers depuis leur création en conserverie dans les années 1920, a également permis une meilleure acceptation du projet.

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## BUDGET ET FINANCEMENTS

**Sur un budget global d'environ 220 000 €** par an, la structure a bénéficié de financements pour l'amorçage provenant de la région Bretagne (200 000 € sur 3 ans) et de l'ANCT (à travers la labellisation Fabrique de Territoire - 150 000 € sur 3 ans). Elle peut également s'appuyer sur une **convention d'occupation temporaire signée pour 6 ans avec la région**, qui lui assure la gratuité du loyer et une répartition des charges et responsabilités : prise en charge par les occupants du coût de tous les fluides (électricité, eau et gaz), par les locataires des travaux d'entretien et de maintenance et par le propriétaire des travaux de sécurité et de mise aux normes.

Le modèle économique, qui doit se solidifier avec le développement des activités, repose principalement sur des **redevances locatives** : location d'hébergement et locations permanentes ou temporaires (organisation de séminaires, formations, etc.) aux entreprises, associations et collectivités. De façon plus secondaire, l'association tire également des revenus de la billetterie des événements qu'elle organise.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## ENTRER EN CONTACT

Pour entrer en contact et créer du lien, l'A3JM a initié le projet Mémoire d'images, qui conviait l'ensemble des habitants à venir partager les images qu'ils possédaient du lieu à toute époque. Beaucoup de photos ont ainsi été collectées, point de départ de la construction d'une mémoire partagée et de la conception d'exposition.

## ÊTRE À L'ÉCOUTE DU TERRITOIRE

« Rien n'est duplicable tel quel » vous dira Françoise Faine, coordinatrice de l'A3JM. Les solutions proposées doivent répondre aux besoins locaux. Toute autre initiative peut être inspirante mais les porteurs de tiers-lieu doivent façonner celui qui correspond à ce qu'ils sont et à l'endroit où ils sont.

## FAVORISER LA MIXITÉ

Plus la mixité et la diversité des occupants sont importantes, plus les croisements sont riches. Les espaces sont pensés pour favoriser ces interactions. Les premières entreprises installées forment dorénavant une véritable communauté. Les structures qui souhaitent s'installer aux Ateliers Jean Moulin ne sont plus simplement des structures à la recherche de locaux mais sont attirées par le projet dans son ensemble.

« Ce lieu est vecteur d'un réseau entre nous : on peut imaginer des choses ensemble. Par exemple, je m'intéresse à la production de Maud, céramiste, et d'un collègue marbreur sur papier qui pourrait adapter sa technique sur du tissu. Avoir accès à des métiers différents ouvre des horizons. Cela offre énormément d'opportunités. Il faut savoir les saisir mais elles sont nombreuses. Et tout va très, très vite. Je vis peut-être une des plus belles périodes de ma vie ! »

**Hugues Roger**

Atelier Hugues et Paul,  
atelier de haute couture  
et stylisme,  
installé depuis décembre 2020



## POINTS D'ATTENTION

Deux structures occupantes avaient été retenues dans le cadre de l'appel à candidatures, en même temps que le collectif ensemblier, gestionnaire du lieu, mais **installer les occupants avant le gestionnaire a soulevé des difficultés** qui ont provoqué le départ de ces deux structures.

Les habitants avaient quelques réticences quant à l'installation de porteurs de projet qui ne venaient pas de la région, de par l'anticipation de **différences culturelles**.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« Je suis créatrice depuis 14 ans et c'est la première fois que je suis installée dans un tiers-lieu. Ce qui me plaît le plus ici, c'est de pouvoir être isolée pour travailler mais de croiser quelqu'un avec qui échanger dès que je sors. On voit du monde tous les jours. Et on peut partager sur ce qu'on fait, sur un doute, des questions... avec ces voisins qu'on a choisis et qu'on n'aurait pas forcément croisés par ailleurs. Les échanges en sont d'autant plus riches. Le tout avec un loyer modéré qui permet de continuer cette activité. Il y a vraiment beaucoup de points positifs à cette expérience. »

## Maud

Umi Studio, créatrice de bracelets en porcelaine, installée depuis décembre 2020

« Avec 25 ans de métier, je ne vois que des avantages à être installé aux Ateliers Jean Moulin. On mutualise la visibilité, la communication, les moyens, les réseaux... La presse, les mécènes s'intéressent à nous parce que nous sommes aux Ateliers Jean Moulin alors qu'ils ne se seraient pas forcément intéressés à nous individuellement. Cela accélère les projets. En 3 mois, j'ai réussi à avancer sur mon projet peut-être autant qu'en un an si j'avais été ailleurs. »

## Hugues Roger

Atelier Hugues et Paul, atelier de haute couture et stylisme, installé depuis décembre 2020



**L'Avise, agence d'ingénierie pour entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour - 75011 Paris  
DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Bérengère Daviaud, Alice Deceuninck, Maëlle Girard, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle  
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : terre-lune  
PHOTO DE COUVERTURE : Les Ateliers Jean Moulin ©Avise – avril 2021 - Tous droits réservés





# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## SIMONE à Châteauvillain (52)

À Châteauvillain, Petite ville de demain de Haute-Marne, des habitants et des artistes se sont rassemblés dans l'esprit d'un tiers-lieu. Installé dans les anciennes usines de fabrication des bottes Le Chameau, le projet SIMONE redonne vie au patrimoine industriel de la commune, restaure le lien social et favorise l'accès aux droits culturels et la transition numérique.

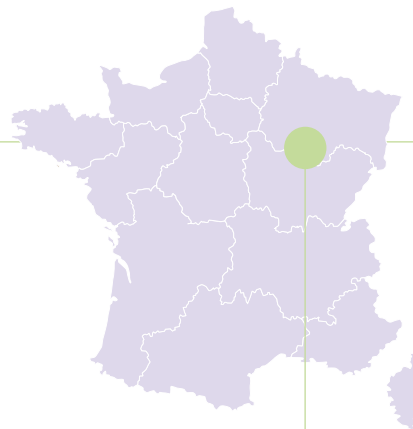
### LE CONTEXTE

En 2011, l'usine de fabrication des bottes **Le Chameau**, qui était au cœur de la vie économique de Châteauvillain et de ses environs, ferme ses portes. Afin de maintenir la dynamique du site, la **communauté de communes des Trois Forêts** devient alors **propriétaire** du site et crée une **Z.A.E.A**, zone d'activités économiques et artistiques, pour favoriser l'installation d'artisans, artistes, entrepreneurs et entreprises au sein du bâti. En 2015, **Anne-Laure Lemaire**, en recherche de locaux pour sa compagnie de théâtre, rencontre la communauté de communes qui s'engage alors aux côtés du projet SIMONE en faveur de la **revitalisation du site**.

### LE CONCEPT

SIMONE est une structure de production artistique et un lieu d'expérimentation et de création pluridisciplinaire. Dans un esprit de **tiers-lieu**, l'association propose à la fois des services de proximité aux habitants (café associatif, marché de producteurs locaux, etc.) et des activités en direction des amateurs et professionnels de la culture (résidences d'artistes, ateliers de pratique, stages, etc.). L'ambition de SIMONE est de **restaurer du lien social** et de construire des ponts entre les publics au-delà des frontières socioculturelles et du clivage des générations.

# LE TERRITOIRE



Située dans le département de la **Haute-Marne** en région **Grand-Est**, **Châteauvillain** est une commune de 1 580 habitants faisant partie de la **communauté de communes des Trois Forêts**, au cœur du Parc national de forêts.

Comme de nombreuses communes rurales, Châteauvillain est confrontée à la **rareté des lieux de rencontre** et à l'**isolement** de certains de ses habitants.

En plus de ce constat, plusieurs problématiques ont également été relevées : difficultés d'accès au numérique pour les habitants, absence de lieux relais pour les producteurs locaux, etc. Le territoire rencontre un défi supplémentaire, à l'instar de nombreux territoires ruraux, celui de **créer et maintenir des emplois** dans un territoire confronté à de nombreux départs pour la ville, en favorisant un cadre propice à l'entrepreneuriat et au télétravail.

« Le magasin d'usine fonctionnait encore quand le vice-président de la communauté de communes m'a fait visiter le site. Il y avait encore quelque chose de vivant sur le lieu. On s'est tout de suite dit qu'il fallait que cela reste vivant, voir que ça le devienne encore plus. Que les habitants gardent l'habitude de venir sur le site de l'usine, qui était tellement importante dans le paysage collectif. »

**Anne-Laure Lemaire**

directrice artistique de SIMONE à l'origine du projet



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Si le tissu associatif du territoire est important, SIMONE est le seul tiers-lieu dans un environnement proche. Il est donc souvent sollicité pour créer des dynamiques ou appuyer des initiatives existantes, que ce soit en palliant au manque de locaux disponibles pour certaines activités, en servant de relais, ou encore de ressource pour les élus.

En matière d'appui aux projets de l'ESS, on trouve notamment sur le territoire la Ligue de l'enseignement qui porte le DLA - Dispositif local d'accompagnement de l'ESS, la coopérative d'activité économique (CAE) et fabrique à projets d'utilité sociale Set Up, et France Active, important financeur de l'ESS.

# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

SIMONE se structure autour de 3 champs d'action.

**Champ artistique et culturel :** en tant que structure de **production**, SIMONE coopère avec des compagnies et des institutions aux échelles locales, régionale, nationale et internationale. Elle met en œuvre des **résidences d'artistes** et développe également un très large panel d'**actions culturelles**, par le biais d'ateliers hebdomadaires, à destination des enfants et des adultes, et de stages, animés par des artistes professionnels et destinés à faciliter l'accès des amateurs à la pratique et aux techniques artistiques.

**Services aux habitants :** en développant des services créateurs de **lien social** sur le lieu, SIMONE répond à des besoins identifiés sur le territoire - café associatif, marché de producteurs locaux (inexistant jusqu'alors), dépôt-vente pour les producteurs, vide-dressing, ateliers de tricot, cantine, etc.

**Expérimentation économique et sociale :** en 2019, SIMONE s'est engagée, avec un collectif d'associations locales d'accueil de personnes en difficultés et d'**insertion sociale**, dans la conception d'un projet artistique lié à la nature et au jardin. Depuis 2020, l'association est également mobilisée en faveur de la **transition numérique** avec la mise à disposition d'ordinateurs, l'accompagnement des démarches administratives en ligne et l'animation d'ateliers et formations au numérique multi-niveaux.

Un projet d'antenne de la coopérative d'activité et d'emploi Set Up est également en cours de préfiguration avec un groupe de jeunes entrepreneurs locaux.



## LES IMPACTS

Le projet a non seulement permis de fédérer les habitants au-delà des actions artistiques, mais aussi de créer deux postes à temps partiel en 2020. Il est devenu un point d'ancrage pour la médiation numérique et une plateforme essentielle pour les producteurs locaux. Le projet a également permis à la commune de retrouver une attractivité culturelle et de rompre l'isolement de certains habitants, tout en créant une émulation qui a facilité la mise en œuvre d'autres projets ou de projets similaires sur d'autres territoires.



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

Partenaires institutionnels du champ culturel : la Direction régionale de l'action culturelle (DRAC), notamment.

Partenaires économiques : France Active, la CRESS, Set Up CAE, etc. Et de nombreux partenaires territoriaux et associatifs locaux ou du champ social et touristiques.

### BUDGET

Près de 200 000 euros, en 2020, dont 30 000 euros de recettes propres, un soutien important du département et de la région (Fonds de développement de la vie associative, aide à l'emploi associatif, appels à manifestation d'intérêt Initiative territoriale et Tiers-Lieux).

### INFOS ET CONTACT

4 route de Châtillon  
52120 Châteauvillain  
contact@simone.camp

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Dès le début de ce projet ambitieux, la collectivité a décidé de soutenir l'initiative, qui a rapidement dépassé ce que la compagnie avait initialement imaginé mais également les ressources financières qu'elle était en capacité d'apporter.

Un **grand chantier de réhabilitation et de mise aux normes** des locaux, financé par la communauté de communes à hauteur de 450 000 €, a été mis en œuvre en 2017, après deux années d'expérimentation au sein de la friche.

La communauté de communes a également participé, durant la première année, au **financement du poste de chargé de développement** à mi-temps, en déposant un dossier *Initiative Territoriale* auprès de la région. Le nouvel emploi représentait une opportunité pour la collectivité de bénéficier d'un appui sur l'organisation de manifestations culturelles.

En février 2020, SIMONE obtient la labélisation **Fabrique de Territoires**, suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'État en 2019 pour accompagner et accélérer la dynamique de développement des tiers-lieux dans les territoires.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DU PROJET PAR LES HABITANTS

D'abord pensées comme un camp d'entraînement artistique, les premières actions de SIMONE ont

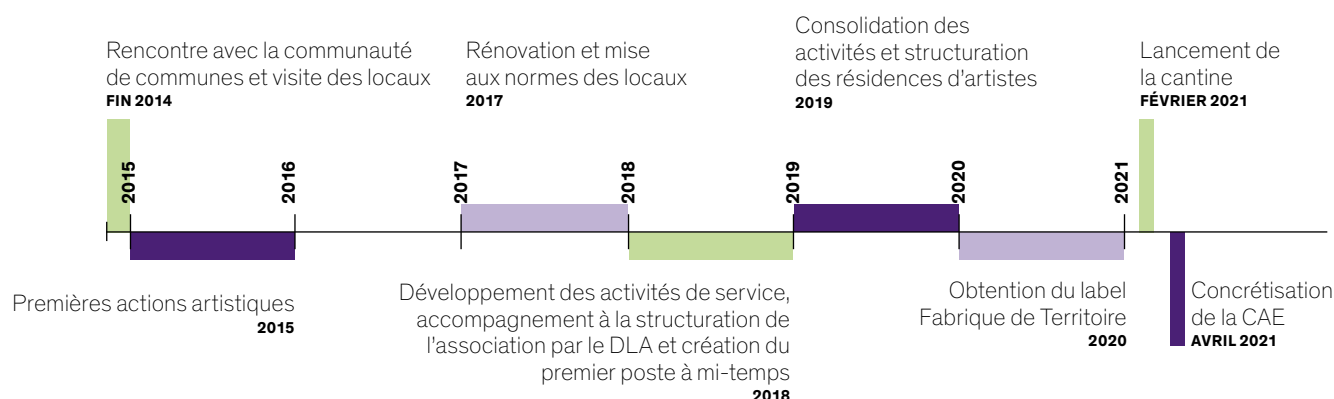
été réalisées sous forme de **projets participatifs** mêlant artistes professionnels et amateurs. Très vite, les habitants se sont également impliqués, à travers la **constitution d'une association d'habitants et de bénévoles**, en appui à la compagnie initiatrice, pour porter la question de la convivialité et, dans un second temps, pour concevoir des services qui répondent aux besoins du territoire et des habitants.

## BUDGET ET FINANCEMENTS

L'association, soutenue au démarrage par la **communauté de communes** (location des espaces à prix adapté, prise en charge des rénovations) et le DLA - Dispositif local d'accompagnement de l'ESS - en 2017, a également reçu en 2016 un prêt de France Active.

En 2019, son budget global était d'environ **74 000 €**, comprenant des aides financières de la région et du département, et des recettes propres à hauteur de 36 000 € (ateliers, bar associatif, dons, etc.).

En 2020, avec le **soutien exceptionnel** de la DRAC et la labélisation Fabrique de Territoire, la diversification des partenaires et les subventions dédiées du département et de la région (Fonds de développement de la vie associative, aide à l'emploi associatif, appels à manifestation d'intérêt *Initiative territoriale et Tiers-Lieux*), son budget approchait les **200 000 €**, dont 30 000 € de recettes propres.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## DIVERSIFIER SES OFFRES

SIMONE est un projet qui a su conquérir les habitants grâce à la **diversité** de ses offres, allant bien au-delà de l'action culturelle. Force de proposition, ses bénévoles soulignent le **sentiment d'émulation** permanent : l'association cherche toujours à se réinventer et à aller plus loin dans la mise en place de nouveaux services aux habitants, favorisant la rencontre, le dialogue et la convivialité.

## CONSTRUIRE UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LA COLLECTIVITÉ ET LES HABITANTS

La communauté de communes n'a pas hésité à se mobiliser pour **soutenir** le projet de l'association, **convaincue de l'intérêt du projet** pour le territoire et de la détermination des porteurs de l'initiative à conduire le projet jusqu'à son aboutissement, en tenant les **engagements** pris auprès des élus. De même, les habitants, d'abord circonspects, voire méfiants, ont observé la persévérance des membres de SIMONE et leur **fiabilité**.

## SE SENTIR ÉCOUTÉS ET RECONNUS

En répondant aux besoins réels des habitants, et non à ceux qu'ils auraient pu supposer, les membres de SIMONE ont pu bénéficier d'une véritable **reconnaissance** des habitants et des élus mais également du soutien de ces derniers tout au long de la démarche. Les habitants, qui ont pu se sentir inclus dans le projet, voient en SIMONE un important moyen de **valoriser** les savoir-faire et les ressources de leur territoire d'appartenance.

*« Spontanément, des artistes sont venus nous voir. On trouvait le projet intéressant vis-à-vis des problématiques rurales. Les élus ont voté quasiment à l'unanimité pour la rénovation des locaux en échange d'une garantie que les artistes allaient rester. L'objectif était de pouvoir y faire des activités de qualité et de rendre le lieu inclusif et accueillant. Petit à petit, le lieu a évolué en proposant des services aux habitants jusqu'à la labélisation en tiers-lieu. »*

### Marie-Claude Lavocat

Présidente de la communauté de communes des Trois Forêts et Maire de Châteauvillain



## POINTS D'ATTENTION

Un premier obstacle à dépasser a été la **méfiance** des habitants vis-à-vis des projets qui allaient voir le jour sur le site de l'ancienne usine. Les responsables du projet soulignent des difficultés pour connaître les bons canaux d'information afin de **communiquer directement** avec les habitants. À l'origine, beaucoup semblaient intéressés et

prêts à rejoindre le projet mais n'ont pas osé le faire faute de savoir comment, alors que la question des **ressources humaines** a été le principal frein au développement des nombreux projets imaginés. Enfin, un travail d'**acculturation** de certains élus aux méthodes innovantes de participation citoyenne et aux nouveaux besoins sociaux a dû être réalisé.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« Avec l'idée du lieu de travail pour les artistes, l'idée d'organiser des marchés de producteurs et d'ouvrir un café associatif est venue tout de suite, car les habitants se sont très vite impliqués et voulaient se réapproprier les lieux. »

**Anne-Laure Lemaire**

directrice artistique de SIMONE à l'origine du projet

« Il y avait un grand deuil à faire par rapport à cette usine qui faisait vivre des familles entières de génération en génération. Ce projet a permis de répondre aux besoins de la population, comme le soutien des jeunes producteurs locaux via le marché. Tout s'est bien répondu au bon moment. C'est une ambiance, une atmosphère... C'était une belle usine, et donc un beau site. C'est devenu un lieu de promenade, un lieu que les habitants se réapproprient. »

**Marie-Claude Lavocat**

présidente de la communauté de communes des Trois Forêts et maire de Châteauvillain



**L'Avise, agence d'ingénierie pour entreprendre autrement.**

L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en France, en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement.

Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.

[www.avise.org](http://www.avise.org)



RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour  
- 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : Alice Deceuninck COMITÉ ÉDITORIAL : Bérengère Daviaud, Maëlle Girard, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle  
CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : terre-lune  
PHOTO DE COUVERTURE : SIMONE ©Avise – avril 2021 -  
Tous droits réservés



# S'APPUYER SUR L'ESS POUR REVITALISER SON TERRITOIRE



## Digitanie Saverdun (09)

**Proposer des services numériques tout en favorisant l'insertion : voilà le pari de l'entreprise d'insertion Digitanie. Implantée à Saverdun, dans une petite commune rurale d'Ariège, cette société coopérative innovante, avec ses 16 salariés, participe pleinement au dynamisme local.**

### LE CONTEXTE

Digitanie s'est installée à Saverdun, petite commune d'Ariège de 5 100 habitants, en 2017.

Souhaitant créer une **entreprise d'insertion** pour lutter contre la précarité et contribuer au retour à l'emploi sur son lieu de vie, Jehanne Portefaix, alors responsable Achats de données aéronautiques et géographiques, s'est associée à un informaticien et un webdesigner pour dessiner les contours d'un projet commun.

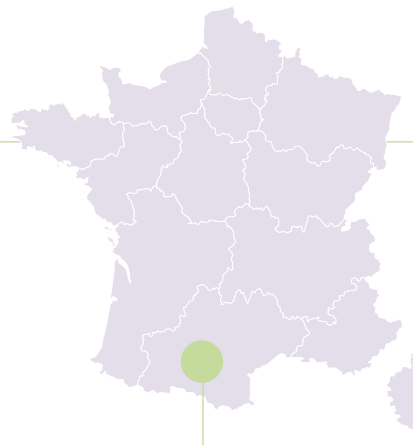
En mobilisant leurs compétences et leurs réseaux professionnels complémentaires, les trois **fondateurs** sont ainsi parvenus à développer en 5 années une structure reconnue localement.

### LE CONCEPT

Digitanie est une entreprise d'insertion sous forme de **société coopérative ouvrière de production** (Scop) qui intervient dans le domaine des services numériques, le traitement de données géographiques ainsi que la conception de sites internet. Elle est agréée **entreprise solidaire d'utilité sociale** (ESUS).

Convaincus que le numérique est une des réponses possibles à l'emploi en milieu rural, les fondateurs ont fait un pari : **démythifier l'usage de l'informatique** tout en contribuant à **réduire la fracture numérique**. Par un **encadrement renforcé et bienveillant**, les salariés en parcours d'insertion progressent dans la maîtrise des outils numériques et se familiarisent avec le langage et les codes du secteur.

# LE TERRITOIRE



**Saverdun** est la 5<sup>e</sup> ville du département et fait partie de la 3<sup>e</sup> ceinture de Toulouse. Elle bénéficie ainsi d'une **attractivité** relativement importante auprès des citoyens désireux de s'installer à la campagne.

L'Ariège est un petit département majoritairement rural caractérisé par des **taux de chômage** (10,9 %) et de **pauvreté** (18,2 %) importants. Sur 327 communes, 274 sont classées en **zone de revitalisation rurale** (ZRR), selon l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

L'activité économique principale du département est **l'industrie**, qui représente 37 % des emplois. Viennent ensuite les services, le commerce, le BTP et l'agriculture, selon l'Observatoire économique régional des CCI de Midi-Pyrénées (Obseco). Le tissu économique ariégeois est composé à 75 % de très petites entreprises (TPE) et de petites et moyennes entreprises (PME).

*« Digitanie fait partie des entreprises dont la commune est fière. Elle s'inscrit parfaitement dans le paysage territorial, en complémentarité avec les autres acteurs. Elle a une forte valeur ajoutée et encore beaucoup de potentiel. »*

**Jean-Michel Soler**

maire-adjoint chargé du développement économique de Saverdun et conseiller départemental



## L'ÉCOSYSTÈME DE L'ESS

Au sein de la région Occitanie, l'Ariège est un des territoires où l'ESS se développe le plus fortement : elle représente 19 % des emplois salariés privés et 15,2 % des établissements employeurs privés soit 121 millions d'euros de masse salariale brute, selon l'Observatoire

régional de l'ESS. En 2020, l'Ursscop Occitanie comptait 393 entreprises coopératives et Recherches et Solidarités comptait plus de 4 500 associations actives, dont 510 associations employeuses.



# LE PROJET

## LES ACTIVITÉS

Les activités de Digitanie reposent sur deux piliers :

- **La mise en œuvre de solutions de communication :**  
L'équipe intervient auprès de sociétés pour les soutenir dans le **traitement de tous types de données**, mais propose également la réalisation de sites internet, du design et de la gestion de contenus, du marketing relationnel, l'interprétation d'images satellites, la qualification de bases de données ou la modification de fiches techniques. Digitanie travaille pour différents secteurs d'activités tels que le bâtiment, l'aérospatial ou encore les réseaux (téléphone, eau, EDF, etc.).
- **Le développement d'un parcours d'insertion :**  
Les salariés en parcours d'insertion peuvent être des bénéficiaires de minima sociaux, en situation de chômage de longue durée, des jeunes en grande difficulté ou sans qualification, des femmes peu ou pas qualifiées ou des seniors. Appelés « *intégrants* » (en référence à leur activité technique d'intégration et leur mission d'inclusion), ils bénéficient d'un encadrement appuyé pour effectuer leur **transition professionnelle**. Durant 24 mois, une conseillère en insertion professionnelle met en œuvre des parcours d'insertion cohérents et ascendants pour un retour à l'emploi. En alternant **mise en situation** sur le poste de travail et **formation** sur les savoirs de base et les compétences-clés, Digitanie leur permet à terme d'être embauchés par des entreprises classiques.

« *Le choix du développement d'un parcours d'insertion est né de rencontres avec des femmes et des hommes qui en suivaient un, dans une très belle entreprise lozérienne qui œuvrait dans le bâtiment, puis dans une entreprise d'insertion dans laquelle j'ai travaillé pendant 3 ans. J'ai été très sensible aux parcours de ces personnes et à leur besoin d'être accompagnés.* »

## Jehanne Portefaix

gérante de Digitanie



## CARTE D'IDENTITÉ

### PARTENAIRES

La communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées, la commune de Saverdun, le département de l'Ariège, la région Occitanie, Pôle Emploi, Cap Emploi et les missions locales, la Fédération des entreprises d'insertion d'Occitanie, l'Urscop Occitanie, AG2R, idGeo, La Telescop, Le Filament, Co-Savoirs, Com3elles et Scope training.

### BUDGET

En 2020, le budget était de 350 000 €.

### INFOS ET CONTACT

Digitanie,  
Cour Guillaut,  
09700 Saverdun  
Tél.: 05 81 30 50 51  
contact@digitanie.org  
www.digitanie.org



## LES IMPACTS

La coopérative est composée de 6 salariés permanents, 2 alternants et **8 salariés en parcours d'insertion**. Depuis 2018, Digitanie a accueilli **22 personnes** en parcours d'insertion.

Les clients de Digitanie, dont 70 % sont ariégeois, sont les premiers partenaires de sa mission d'insertion. La reconnaissance de la structure par ces acteurs, soucieux de leur responsabilité sociale et environnementale, est une réelle fierté pour l'ensemble de l'équipe. Ces clients se composent **d'entreprises locales** (artisans, agriculteurs, commerçants...) qui cherchent à améliorer leur visibilité. La société a ainsi principalement réalisé des sites internet, mais aussi du design, de la gestion de contenus et de l'animation de communautés numériques. En 2018, Digitanie a fait une **campagne de marketing territorial pour les commerçants**, à la demande de la ville.

Depuis sa création, Digitanie a reçu de **nombreux prix pour sa mission sociale et territoriale en faveur de l'emploi** : 2ème Prix coup de pouce Thales Géris en 2017, le Trophée de l'Économie numérique Action territoire et citoyenneté remis par La Mêlée en 2018, le concours EDF PULSE en 2019 pour son projet « *Retour aux Sources* », le programme #FemmesEntrepreneuses d'Orange en 2020 ou encore le prix JENi Christian Valadou en 2021.

# LES ÉTAPES CLEFS DU MONTAGE

## RÔLE ET INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS

Depuis la genèse du projet, Digitanie et la municipalité entretiennent des relations partenariales. La municipalité a **mis en contact** la structure avec les acteurs locaux et **facilité son implantation** grâce à la mise à disposition de salles et à l'appui à la recherche de locaux lors de son agrandissement. En 2018 et 2019, Digitanie a également été sollicitée pour une opération de marketing territorial pour les commerçants incluant la création d'une marque pour la mairie.

## BUDGET ET FINANCEMENT

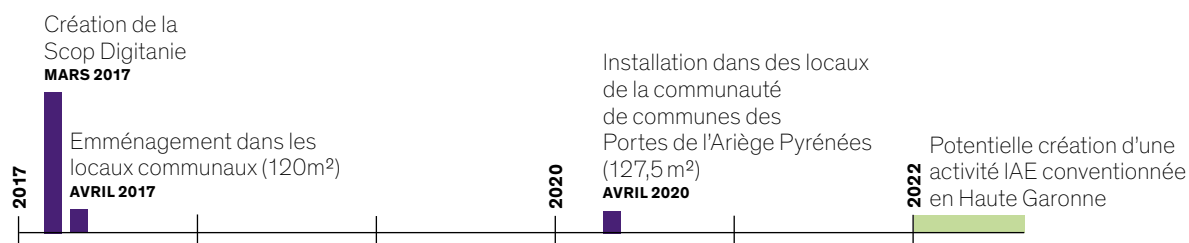
La mission d'insertion est partiellement financée par l'**État** : les aides au poste se sont élevées à 67 069 €. Les subventions d'investissements s'élèvent à 48 443€ (dont 22 500 € provenant du Fonds de développement de l'inclusion exceptionnel Covid). Le **département de l'Ariège** finance également cette mission à hauteur de 23 294 €, avec des objectifs forts en matière d'embauche de personnes allocataires du RSA.

Le **montant de l'emprunt** auprès des établissements de crédit a été de 675 000 € (Crédit Agricole Sud- Méditerranée, France Active Occitanie, SOCODEN et Crédit Coopératif). Le reste provenait principalement du compte courant d'associés. Depuis 2021, le fonds régional AGIRC-ARRCO AG2R soutient la structure à hauteur de 12 000€.

Digitanie tire l'essentiel de ses ressources de son activité économique. Les comptes annuels 2020 font ressortir un **bilan total de 278 608 €**, pour un chiffre d'affaires de 198 364 €. Ce qui donne un résultat comptable de 2013 €.

## IMPLICATION ET ACCUEIL DES HABITANTS

L'accueil de cette activité économique par les habitants a été positif, ces derniers étant conscients que cette structure professionnelle **génère un nombre d'emplois** non négligeable à Saverdun et **participe à son dynamisme**. À ce jour, trois habitants de la commune ont pu bénéficier du dispositif d'insertion.



# LES BONNES PRATIQUES À RETENIR

## UN TERRITOIRE À FORT POTENTIEL

Développant ses activités en cohérence avec les besoins du territoire, cette entreprise d'insertion est appréciée des acteurs locaux grâce à son utilité sociale et à sa proposition de valeur comblant l'absence de services numériques sur cette commune rurale.

## UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE GÉRÉE AVEC AMBITION

Le statut de Scop a été, pour Digitanie, un facteur de succès et de reconnaissance et s'est avéré particulièrement pertinent pour cette entreprise d'insertion qui souhaitait dédier ses bénéfices à son projet social et défendre des valeurs de solidarité. Cette coopérative tisse des liens, soutient d'autres initiatives sociales autour de Rennes, notamment dans le cadre du dispositif Booster IAE porté par France Active Bretagne. D'ici un an, elle souhaite élargir son rayonnement géographique et envisage de créer une nouvelle structure d'insertion en Haute-Garonne, en partenariat avec un acteur économique local.

## GARDER UNE NEUTRALITÉ POLITIQUE

En travaillant avec des institutions, que ce soit le conseil départemental ou la commune, Digitanie a toujours gardé une neutralité politique et défendu son projet social, quel que soit l'affiliation politique de son interlocuteur. D'abord étiqueté « start-up » du fait de ses activités numériques, elle a pu apporter le preuve de son engagement et de sa finalité sociale.

*« En tant qu'entreprise d'utilité sociale, nous avons besoin de compter sur des partenaires. Nous avons ainsi le soutien de nombreux acteurs publics ou privés. Notre dernier partenaire en date est la fondation AG2R LA MONDIALE. Ces partenaires sont des appuis importants car nous ne pourrions pas nous en sortir seul sur notre activité d'insertion. En termes d'accompagnement et de visibilité, ils sont des supports indéniables. »*

**Jehanne Portefaix**  
gérante de Digitanie



## POINTS D'ATTENTION

Le numérique est un secteur d'activité qui implique d'être techniquement à la pointe. Il amène par conséquent une part importante de risques. De plus, dans une entreprise d'insertion, les encadrants doivent être à la fois techniciens et pédagogues.

Les recrutements peuvent être difficiles, ce qui a valu à Digitanie un turn-over important. En outre, son socle de sociétaires reste fragile. L'équipe espère continuer à s'étoffer en embauchant des salariés qui deviendraient coopérateurs.

# LA PAROLE AUX ACTEURS



« La commune a tout de suite favorisé l'installation de Digitanie. Nous avons transformé un logement en bureau et nous les avons mis en relation avec les services du conseil départemental sur le volet insertion. Nous voulons les intégrer dans un projet de réhabilitation d'anciens locaux où l'on pourrait installer des logements, des entreprises et des bureaux partagés. Le programme Petites villes de demain nous permet d'inscrire la commune dans des projets d'investissement structurants et nous réfléchissons dans ce sens. »

## Jean-Michel Soler

maire-adjoint chargé du développement économique de Saverdun et conseiller départemental

« Mon installation à Saverdun m'a permis de me lancer dans l'entrepreneuriat social. Depuis 20 ans, j'avais une envie de créer une entreprise d'insertion dans la couture ou l'agriculture mais le numérique s'est imposé à moi suite à mes échanges avec les acteurs locaux et à la rencontre avec mes deux futurs associés. Les acteurs économiques de la ville — commerçants, artisans, agriculteurs — ont fait un accueil chaleureux à notre entreprise. Certains d'entre eux furent nos premiers clients pour la création de sites internet. Je pense qu'ils sont touchés de voir que notre entreprise est utile, qu'elle est bien implantée localement et que nous contribuons au dynamisme de la commune par notre activité sociale. »

## Jehanne Portefaix

gérante de Digitanie



L'Avise, agence pour développer l'ESS et l'innovation sociale en France.

Depuis 20 ans, l'Avise accompagne le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation sociale en France et en Europe en mettant ses savoir-faire d'agence nationale d'ingénierie au service des entreprises de l'ESS et des acteurs qui les soutiennent.

Association d'intérêt général, elle outille et oriente les porteurs de projet, anime des communautés d'accompagnateurs, développe des programmes collectifs et finance des projets de l'ESS avec du Fonds social européen.

[www.avise.org](http://www.avise.org)

RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME :



AVEC LE SOUTIEN DE :



ÉDITEUR : Avise, 18 avenue Parmentier Bâtiment cour - 75011 Paris DIRECTION DE LA PUBLICATION : Cécile Leclair  
RÉDACTION : La Navette COMITÉ ÉDITORIAL : Alice Deceuninck, Kanitha Kernem-Auclair, Léa Volle CONCEPTION GRAPHIQUE : terre-lune MISE EN PAGE : Maude De Goër PHOTO DE COUVERTURE : © Digitanie  
© Avise – mars 2022 – Tous droits réservés